



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.


Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>





2287 f. 50



HISTOIRE
DE CE QUI S'EST PASSÉ
POUR L'ETABLISSEMENT
D'UNE RÉGENCE
EN ANGLETERRE.

Price Three Shillings and Sixpence.

10. 11. 1918

1

2

3

4

5

6

7

8

76

HISTOIRE
DE CE QUI S'EST PASSÉ
POUR L'ETABLISSEMENT
D'UNE RÉGENCE
EN ANGLETERRE.

EN 1788 ET 1789.

PAR M. L. D. * *.

H^e. D. R. D. L. G^e. B^e.

L O N D O N :
PRINTED AT THE *Lithographic Press*,
AND SOLD BY
J. WALTER, No. 169, OPPOSITE OLD BOND-STREET,
PICCADILLY ; W. RICHARDSON, UNDER THE ROYAL
EXCHANGE ; AND C. STALKER, STATIONERS-COURT.
M.DCC.LXXXIX.



AVERTISSEMENT

NECESSAIRE.

CE qu'on va lire est un histoire des choses telles qu'elles se sont passées & écrites exactement à mesure qu'elles sont arrivées.

L'Auteur n'est d'aucun parti, mais il connoît plusieurs personnes dans les deux partis. Ils s'est contenté de recueillir fidèlement ce qu'il voyoit & entendoit des deux côtés, sans épouser les opinions de part & d'autre.

Il se flatte de s'être exprimé avec précision ; en sorte qu'avant de le relever sur une expression, il prie le Lecteur de bien examiner & peser les
termes

iv ADVERTISEMENT, &c.

termes dont il s'est servi, relativement aux dates, aux circonstances, & à ceux dont il rapporte les discours & les opinions.

Il a cru de son devoir de transmettre à la postérité, avec toute l'exactitude possible, un des événements le plus fâcheux pour une grande nation, le plus extraordinaire & le plus intéressant, qui pût jamais arriver dans un gouvernement constitué comme celui de la Grande-Bretagne.

Cet événement étoit d'un si grande importance, pour toute l'Europe, & pour la Grande-Bretagne, que l'Auteur a cru devoir se servir de la langue la plus répandue pour le faire mieux connoître.

TABLE des principaux sujets et Discours dans les deux Chambres du PARLEMENT.

Abington (Lord), 87.

Burke (Mr.), 45, 78, 79.

Camden (Lord), 46, 63, 87, 113, 119.

Le Chancelier, 47, 63, 93, 114, 115.

Dempster (Mr.), 75.

Fox (Mr), 39, 43, 44, 53, 70, 75, 82, 164.

Fitzwilliam (Lord), 61.

Fitzpatrick (Le Colonel), 78.

Hawkesbury (Lord), 87 124, 163.

Landstowne (Lord), 92.

Loughborough (Lord), 46, 93,

Marriage du Prince de Galles, 111, 118.

North (Lord), 66, 80.

Ouverture du Parlement en forme, 158.

Pitt (Mr.) 14, 36, 44, 45, 59, 65, 69, 72, 74,
82, 106, 142.

Pre-

Président de la Chambre des Communes (Le) 14,
100, 101.

Rawdon (Lord), 88.

Régente (La), 14, 128, 30, *En Irlande* 151.

Reine (La), 102, 106, 114.

Richmond (Le duc de), 191, 95.

Rolle (Mr.), 110, 129.

Sheridan (Mr.) 130.

Scott (Le Chevalier) 79, 109.

St. Clair (Le Chevalier), 73.

Stormont (Lord) 52, 91, 146.

York (Le duc d'), 61, 129.

HISTOIRE

De ce qui s'est passé pour l'établissement d'une régence en Angleterre, en 1788 & 1789.

LE vingt-quatre Octobre mille sept cent quatre-vingt huit, le roi eut un lever à Saint. James, où il ne se rendit que pour faire cesser la nouvelle qui s'étoit répandue qu'il étoit dangereusement malade, & laquelle avoit beaucoup contribué à faire baisser les fonds publics.

La raison de cette influence sur les fonds publics étoit que le roi, ayant été fort indisposé depuis son retour de Cheltenham, avoit eu occasion de consulter souvent son médecin le Chevalier Baker.

Il arriva précisément qu'un mois avant cette époque, Baker, qui avoit besoin de réaliser une somme considérable, avoit ordonné à son courtier de change de vendre ce qu'il avoit dans les fonds. Cette vente, arrivant au tems que l'on croyoit le roi très-mal, donna crédit à l'opinion qu'il étoit en danger & occasionna la baisse des fonds.*

Le roi, étant instruit de cet incident, s'empressa de se montrer en public, quoiqu'il ne se portât pas bien alors, & par là augmenta son
mal

* Il fut prouvé que l'idée du Chevalier Baker de vendre dans les fonds étoit fort antérieure au commencement de la maladie du Roi.

mal. Il ne resta qu'un quart-d'heure au lever, parut fort inquiet des bruits répandus, & ne laissa pas de dire qu'il ne se trouvoit pas bien.

Il fut annoncé ensuite, dans la gazette de la cour du premier Novembre, que la reine tiendrait cercle le fixieme du même mois. Mais dans cet intervalle, la fièvre du roi augmenta, et fut accompagnée d'une grande agitation et de symptômes inquiétans. Le cinquieme Novembre au soir la santé de sa Majesté parut empirer, & le jeudi au matin, jour du cercle annoncé, un courier arriva de Windsor, où étoit la cour, pour faire savoir que le cercle n'auroit pas lieu.

Il y avoit alors quinze jours que l'état facheux de la santé du roi duroit; déjà le prince de Galles s'étoit rendu auprès de son pere, & les symptômes de la maladie se trouvant devenir plus alarmans, le chancelier avoit

été mandé, & après avoir été retenu à Windfox vingt-quatre heures, étoit revenu à Londres. Le docteur Heberden & le docteur Warren furent immédiatement consultés. On fit venir ensuite le docteur Reynolds, & tous furent d'avis que le roi étoit attaqué d'un dérangement de cerveau, sans qu'aucun prétendît en pouvoir assigner la cause.

En général on disoit que le roi, ne se trouvant pas bien au commencement de l'été, le chevalier Baker lui avoit prescrit d'aller boire les eaux de Cheltenham, avec des précautions indiquées; que le roi, qui n'écoutoit pas beaucoup les avis des médecins, n'avoit pas tenu compte de ceux du chevalier Baker, & que, contre le régime observé aux eaux, il en avoit trop bu, il avoit fait beaucoup d'exercice, & pris peu de nourriture. D'autres attribuoient ce funeste accident à une éruption rentrée & portée au cerveau. La négligence de changer d'habits, après avoir été mouillé, avoit

avoit arrêté la transpiration & produit ce malheureux effet.

Toute la semaine du 2 au 9 de Novembre se passa dans une fermentation extraordinaire à Londres & aux environs. On ne voyoit que couriers sur le chemin de Windsor. Les amis de M. Fox & de l'opposition se donnoient les plus grands mouvemens pour augmenter la fermentation, & M. Fox se trouvant alors en Italie, on lui dépêcha un courrier pour hâter son retour.

Dans la nuit du 9 au 10 de Novembre, le roi eut une crise violente, accompagnée d'un si grand délire, que l'on crut qu'il n'avoit pas une heure à vivre. Le bruit se répandit, le lundi 10, qu'il étoit mort, & il est difficile d'imaginer une consternation aussi vive & aussi profonde que celle qui étoit empreinte sur les visages de tout le peuple en général. Je me promenai ce jour là pendant trois heures dans

la ville, & je n'ai jamais remarqué un abattement aussi sensible sur la face d'un peuple entier, que celui dans lequel je vis alors tout le peuple de Londres & de Westminster. M. Pitt passa la journée à Windsor.

Le parti opposé à l'administration actuelle redoubla alors d'espérance & d'activité. C'étoit le tems où la noblesse étoit à la campagne, ceux qui étoient en ville écrivoient à leurs amis de s'empressez à se rendre à la capitale. Le duc de Portland, le duc de Devonshire*, lord Carlisle, lord North, lord Stormont, lord Loughborough, tous les principaux personnages enfin du parti, vinrent à Londres & y appellerent leurs amis & leurs créatures. On voyoit briller sur le front de ces derniers une joie*

* Le duc de Devonshire fut celui qui se pressa le moins de venir.

joie* qui sembloit annoncer l'espoir presque assuré de leur entrée dans la possession de toutes les places du gouvernement.

Leur confiance étoit fondée sur ce que le prince de Galles s'étoit toujours ouvertement montré leur appui. L'état du roi exigeoit, disoient-ils, qu'il fût déclaré régent du royaume, & le premier usage qu'il ne pouvoit manquer, selon eux, de faire de son autorité, seroit, sans doute, de renvoyer M. Pitt & ses amis, pour faire place à M. Fox & aux siens.

Tout ceci arrivoit au moment d'une époque remarquable. Le parlement étoit prorogé au 1^{er} de Novembre, mais avec l'intention de la part du roi & du ministère de le proroger de nouveau jusqu'au 22 Janvier, tems auquel il étoit décidé

* Je n'entends pas parler ici d'une joie causée par la maladie du roi ; je suis bien éloigné d'imputer à qui que ce soit un sentiment aussi odieux.

décidé qu'il devoit s'assembler pour délibérer sur les affaires publiques.

Cependant l'administration s'empressoit à nourrir dans l'esprit du public l'espérance que la guérison de sa majesté étoit probable & prochaine, pendant que la parti de l'opposition se montroit encore plus actif à répandre dans la nation l'idée que le roi étoit dans un état de démence incurable & désespéré. Chacun raisonneoit suivant ses espérances & ses craintes, & il régnoit un choc général de fausses nouvelles & d'opinions contraires.

D'un autre côté, le prince de Galles paroissoit être pénétré du fâcheux état de son pere, & de la douleur excessive de la reine, pour laquelle il avoit toujours témoigné un profond respect & un attachement sincere. Entièrement livré à ces sentimens, il ne sembloit pas donner d'encouragement aux espérances des amis de M. Fox, qui s'assembloient

bloient tous les jours ouvertement, dispo-
soient entre eux des emplois, & paroissoient
ne pas avoir le moindre doute sur les consé-
quences de la mort, ou de l'aliénation d'esprit
du roi.

Selon les loix du royaume, le parlement
étant convoqué pour le 20 novembre ne pou-
voit pas être prorogé sans une commission
expresse du roi. Les ministres actuels ne
pouvoient pas non plus prendre sur eux de
faire signer au roi une telle commission ; en
sorte que le parlement se trouvoit naturel-
lement & nécessairement assemblé. La con-
joncture étoit infiniment délicate : l'usage
avoit toujours été que la rentrée du parlement
se fît par une harangue du roi, en personne,
ou par commission, & que les ministres y
proposassent, par son ordre, les affaires sur
lesquelles ils devoient délibérer ; mais dans
cette circonstance, aucune de ces mesures ne
pouvoit être suivie. Il paroissoit d'ailleurs
qu'il

qu'il eût été d'une indécence trop odieuse aux yeux de la nation d'agiter publiquement & aussitôt la question de l'état fâcheux de l'indisposition du roi ; d'autant plus que les médecins ne pouvoient, ni ne vouloient donner une opinion positive sur un sujet aussi important, & dans un si court espace de tems.

Pour obvier aux inconvéniens qui pouvoient résulter d'une démarche trop précipitée, & peut-être aussi pour donner le tems à M. Fox de revenir en Angleterre, & prendre son avis, il fut convenu dans le parti de l'opposition, quelques jours avant l'assemblée du parlement, que l'on acquiesceroit à la proposition que le ministère actuel devoit probablement faire, d'ajourner le parlement à la huitaine, ou même à un tems plus éloigné, afin de pouvoir mieux, dans cet intervalle, constater la situation du roi. Après un certain tems écoulé, l'opposition se réservait de faire

les plus grands efforts pour obtenir en plein parlement les preuves de la démence du roi, ainsi qu'une déclaration formelle de la nomination du prince de Galles à la régence, avec toutes les prérogatives de la royauté, & sans un conseil.

En attendant le jour où le parlement devoit s'assembler, deux questions agitoient fortement les esprits : l'une sur la nature de la maladie du roi ; l'autre sur ce qu'il y avoit à résoudre dans une circonstance sans exemple dans les annales de l'histoire d'Angleterre.

Quant à la première, les uns prononçoient hardiment, en termes trop peu convenables pour être rapportés, que son esprit étoit aliéné, sans espoir de rétablissement, & que ce mal étoit héréditaire dans la famille de sa mère. Calomnie injuste & atroce, qui se détruisoit d'elle-même par l'investigation de la vérité ; car il se trouvoit que le seul exemple

que

que l'on citoit dans la cour de Saxe-Gotha, se rapportoit à une Princesse mariée dans cette famille, mais qui n'en étoit pas.

La circonstance où se trouvoit le gouvernement étoit à la vérité sans exemple, mais on en citoit d'analogues. Quoique l'assemblée d'un parlement par le général Monk en 1660, afin de rétablir les Stuart sur le trône, ne le fût guere, on ne laissoit pas de l'alléguer. La convocation d'un parlement par le prince d'Orange en 1688, pour chasser les Stuart du trône, présentoit plus d'analogie à la situation présente. En 1688, le trône d'Angleterre se trouvoit vacant par la fuite de Jacques II, & précisément dans le même tems, en 1788, on jugeoit qu'il étoit vacant, aussi long-tems que le roi se trouveroit dans l'incapacité de l'occuper. Dans les deux cas, il y avoit un héritier apparent, un prince de Galles, & des héritiers présomptifs ; mais avec cette différence bien essentielle, que le fils de Jacques II étoit

étoit un enfant qu'il avoit entraîné dans sa fuite ; & qu'au contraire le prince de Galles étoit sur les lieux, depuis long-tems en âge, & très-capable de tenir les rênes du gouvernement. Cette dernière considération contribuoit à lever bien des difficultés. Il restoit à examiner si le parlement pouvoit s'assembler *pour délibérer sur les affaires publiques* ; cette clause étoit regardée comme devenue nécessaire par l'usage où l'on étoit depuis long-tems de l'insérer dans les prorogations du parlement, &, ne l'ayant point été dans la dernière, occasionnoit quelques opinions discutées avec chaleur, mais qui n'étoient d'aucun poids.

La loi avoit pourvu à ce qu'il pût y avoir une assemblée légale du parlement dans tous les cas, excepté dans celui-ci, qui étoit bien imprévu ; elle portoit même que si le roi venoit à mourir dans un tems d'absence, ou de minorité de l'héritier apparent, & qu'à cette

époque le parlement se trouva dissous, tous les membres du dernier parlement devoient se rassembler, & feroient réputés composer une assemblée légale du parlement ; à plus forte raison la présente assemblée, convoquée par l'ordre du souverain pour un jour indiqué, étoit elle légale & nécessairement obligée de procéder à l'examen de la situation critique où se trouvoient l'état & la nation.

Le 20 novembre, le parlement s'étant assemblé, l'orateur de la chambre des communes ouvrit la séance, en observant que comme il n'y avoit point de commission pour proroger le parlement, il étoit de son devoir de demander à la chambre s'ils vouloient qu'il occupât le siège du président ? Tous les membres de la chambre, d'une voix unanime, répondirent oui. Alors M. Pitt se leva, & représenta à la chambre, " qu'une circonstance malheureuse avoit indispensablement rendu nécessaire cette assemblée de la cham-
bre,

" bre, sans la notification usitée. Cette cir-
 " constance étoit l'état fâcheux de la santé du
 " roi, qui avoit mis les ministres de sa ma-
 " jesté dans l'impossibilité de recevoir ses or-
 " dres. Cette chambre se trouvoit assemblée
 " à présent dans une conjoncture tout-à-fait
 " singulière ; & dans cette situation délicate,
 " il se flattoit que tous les membres de la
 " chambre s'accorderoient à penser qu'ils ne
 " devoient pas procéder immédiatement à la
 " considération des affaires publiques, mais
 " qu'on devoit s'ajourner à la quinzaine ; &
 " que si après ce tems là les prières & les
 " vœux de la nation n'avoient pas obtenu du
 " Ciel le retour de la santé du roi, la chambre
 " pourroit s'occuper de ce qu'il étoit néces-
 " saire de faire, & considérer quelles mesures
 " devoient être adoptées. Il espéroit que la
 " chambre seroit alors aussi nombreuse qu'il
 " la voyoit en ce moment, afin de donner
 " plus de poids & de solennité à leurs con-
 " seils. Il soumettoit à leur décision, si l'on
 " opineroit

“ opineroit à ce que les membres de la cham-
“ bre fussent comptés à la prochaine assem-
“ blée, & jugeoit qu’il feroit à ’propos, pour
“ suppléer en quelque sorte au défaut d’une
“ proclamation, que le président de la cham-
“ bre fût enjoint d’envoyer des lettres circu-
“ laires aux sherifs des provinces, pour requé-
“ rir la présence de tous les membres de la
“ chambre des Communes.”

M. Pitt remit alors les trois propositions
suivantes au président, qui les présenta séparé-
ment à l’assemblée.

1°. Que cette chambre soit ajournée d’au-
jourd’hui en quinze jours.

2°. Que les membres de la chambre soient
comptés ce jour-là. (*Maniere pressante de les
assembler tous.*)

3°. Que

3°. Que le président de la chambre adresse des lettres circulaires aux sherifs des différentes provinces, pour requérir la présence des membres de cette chambre.

Ces trois propositions furent approuvées, & l'assemblée se sépara.

Dans la chambre des pairs, le chancelier parla dans le même esprit, & la séance se passa à peu près de même que dans la chambre basse.

Ces quinze jours d'intervalle qui s'écoulaient pendant l'ajournement furent très-agités. On savoit que le chancelier & M. Pitt alloient souvent à Windsor, & qu'ils avoient séparément de fréquentes conférences avec le prince de Galles ; mais on ignoroit quel en étoit le sujet & le résultat. Le prince ne parloit point d'affaires d'état à M. Pitt : il paroissoit seulement que son altesse royale se conduisoit alors avec toute la prudence convenable à la position

difficile dans laquelle il se trouvoit. Il ne donnoit aucune raison de penser qu'il desirât le prompt établissement d'une régence, & encore moins, s'il falloit nécessairement, & pour le bien de l'état, en venir à adopter cette mesure, & qu'il fût déclaré seul régent, avoit-on lieu de juger qu'il changeroit immédiatement le ministère. Cette sage conduite du prince n'alarmoit pas peu les partizans de l'opposition, & ne les empêchoit pas de former des conjectures. “ Ils disoient que son altesse
 “ royale avoit de tels engagements avec M.
 “ Fox & ses amis, qu'ils ne voyoient pas
 “ comment elle pouvoit éviter de les nommer
 “ à l'administration des affaires ; mais que,
 “ retenue par la supposition de la guérison
 “ possible du roi, & pour ne pas indisposer
 “ la nation par le renvoi précipité d'un mi-
 “ nistre qui avoit si bien mérité sa con-
 “ fiance, elle retarderoit peut-être de quel-
 “ ques mois une résolution qui pourroit pa-
 “ roître trop pressée, mais qui ne pouvoit
 “ manquer

“ manquer tôt ou tard d'être mise en exécution. En attendant, ils craignoient que le
 “ prince n'envisageât différemment les choses,
 “ dans une situation aussi nouvelle ; & qu'accoutumé à voir souvent M. Pitt, il ne se
 “ trouvât peu à peu disposé à se servir de lui.”

L'idée du public, que le prince pourroit tenter de former une coalition de tous les partis, étoit rejetée bien loin par les amis de M. Fox ; ils ne pouvoient pas se persuader que M. Pitt consentît à agir comme ministre, sans avoir la nomination des emplois, & ils ne pensoient pas que son altesse royale voulut, en le gardant, lui donner lieu de fortifier son intérêt parlementaire au préjudice de ceux qui s'étoient dévoués à elle sans réserve. Ils jugeoient d'ailleurs qu'une coalition de ces deux ministres étoit absolument impraticable : Comme César & Pompée, l'un vouloit être le premier, & l'autre ne pouvoit jamais se plier à être le second. Chacun desiroit, ou rester

avec ses amis, ou entrer avec les siens, & il n'étoit pas possible, d'après ce principe, de les satisfaire tous deux. Le chancelier seul, disoit-on, pouvoit être admis à rester dans le ministère ; il n'étoit pas bien avec M. Pitt depuis quelque tems ; & soit qu'il eût été fondé là-dessus, ou non, l'opposition croyoit qu'il ne feroit aucune difficulté d'agir avec M. Fox, ni d'adopter son plan d'administration.

Pendant que chacun s'occupoit de ces raisonnemens, M. Fox arriva d'Italie, le 24 Novembre au matin. Le courrier envoyé après lui, l'avoit trouvé à Bolonia, avec le dessein d'aller à Rome ; il rebroussa chemin sur-le-champ, & fit 360 lieues en neuf jours de tems.

La présence de M. Fox sembla donner une nouvelle vie au parti de l'opposition. Ils n'avoient plus le moindre doute que le prince de Galles ne fût déclaré seul régent, & qu'il ne changeât immédiatement les ministres ;
chaque

chaque jour étoit marqué par de nouvelles conférences, dans lesquelles ils se partageoient toutes les places du gouvernement. M. Pitt lui-même, selon eux, avoit trop d'esprit pour ne pas sentir qu'il ne devoit pas hésiter un moment à réligner. “ Comment pourroit-il
 “ nourrir la pensée de proposer au parlement
 “ d'établir un conseil de régence ? Le prince,
 “ sans former aucune prétention, n'avoit qu'à
 “ se refuser à faire partie d'une régence ainsi
 “ constituée. L'administration actuelle oser-
 “ oit-elle l'exclure d'une place à laquelle sa
 “ naissance & les circonstances lui donnoient
 “ un droit incontestable ? ne seroit-ce pas ré-
 “ volter les esprits, & indisposer tout le peu-
 “ ple Anglois contre l'administration ac-
 “ tuelle ? ”

D'un autre côté, les ministres étoient fort embarrassés : ils se trouvoient en possession du pouvoir, & s'appercevoient bien que l'on travailloit à le leur ôter. Le prince de Galles, il
 étoit

étoit vrai, se conduisant toujours avec prudence, ne s'expliquoit pas ouvertement sur ses intentions ; mais le chancelier avoit de longues & fréquentes conférences avec son aïeul royal, & cela ne laissoit pas que de les inquiéter. Rien n'étoit si naturel en apparence que de voir l'héritier de la couronne consulter le plus habile & le premier magistrat du royaume dans une telle circonstance ; mais on savoit que le prince étoit disposé en faveur de M. Fox & de ses amis, & l'on craignoit que le chancelier, mécontent de M. Pitt, brouillé même, disoit-on, avec lui, ne fût assez porté à se tourner vers un parti qui lui tendoit le bras, & qui desiroit de fortifier, par un si solide appui, l'édifice qu'ils tentoient d'élever. A ces inquiétudes & ces craintes, M. Pitt pouvoit opposer une administration de cinq ans, couverte de gloire & de succès ; l'état florissant & prospère auquel il avoit élevé la nation après une guerre ruineuse ; une conduite éclairée, irrépréhensible, & la confiance d'un peuple juste

& re-

& reconnoissant, prêt à lui donner les plus
 fortes preuves de son attachement : étayé par
 de si fermes soutiens, & sans déceler une am-
 bition coupable, il pouvoit bien vouloir con-
 server le pouvoir qui lui avoit été confié, &
 dont il avoit fait un si bon usage. Il pouvoit
 aussi compter sur la majorité des voix dans le
 parlement pour faire passer les mesures qu'il
 proposeroit, & sur le consentement presque
 unanime de la nation-entière. Il étoit difficile
 de le forcer dans ces retranchemens ; mais
 aussi, en voulant s'y maintenir, il couroit
 risque d'occasionner une confusion effroyable,
 & de jeter peut-être, sans le vouloir, les se-
 mences d'une guerre civile. Tel étoit l'état
 des choses (au moment de la rentrée des deux
 chambres après leur ajournement) relative-
 ment à l'intérieur du gouvernement. Jettons
 à présent un coup-d'œil sur ce qui se passoit
 sur le continent.

La cour de Londres n'avoit jamais eu une plus grande considération au-dehors que celle dont elle jouissoit au moment où le roi tomba malade. La révolution qu'elle avoit opérée en Hollande lui donnoit la plus grande influence dans les affaires de cette république, & la puissance maritime de l'Angleterre se trouvoit, par cette nouvelle alliance, comme augmentée de toutes les forces de la Hollande. Les derniers traités avec le roi de Prusse rendoient cette situation presque inébranlable, sur-tout dans les circonstances où se trouvoient toutes les puissances de l'Europe.

La cour de France, entièrement occupée du rétablissement de ses finances, & déchirée au-dedans par des divisions intestines, ne vouloit, ni ne pouvoit prendre part aux querelles qui agitoient les puissances du Nord & du Levant ; le traité de commerce, qu'elle avoit fait avec l'Angleterre, étoit si avantageux à cette nation, qu'elle n'avoit point à craindre de voir

sa tranquillité troublée de ce côté-là. Les deux monarques aimoient & vouloient la paix; ils s'estimoient mutuellement ; & sans agir de concert, ils tendoient si bien au même but, dans les négociations qui se formoient pour arrêter le progrès de la guerre allumée dans le Nord, que l'Angleterre n'eût pas mieux servi la France, quand même elle eût agi de concert avec elle.

L'Espagne étoit comme subordonnée à l'influence de la cour de Versailles, & travailloit, mais lentement, selon l'usage de cette cour, à faire un traité de commerce avec l'Angleterre.

Le Portugal & les puissances d'Italie étoient dans la meilleure intelligence avec la Grande-Bretagne, dont l'amitié leur est utile, & de qui elles n'ont rien à craindre.

D

L'empereur,

L'empereur, depuis son avènement au trône, avoit paru peu heureux dans ses entreprises; ses tentatives pour le rétablissement de la navigation de l'Escaut, & pour l'échange de la Baviere, n'avoient pas donné une idée favorable des mesures qu'il prenoit pour faire réussir ses projets, & la guerre dans laquelle il se trouvoit engagé avec la Porte Ottomane ne lui promettoit pas une issue glorieuse. Engagé par ses traités avec l'impératrice de Russie à lui fournir un corps auxiliaire contre les Turcs, il avoit choisi lui-même d'agir offensivement contre cette puissance, dans l'espérance que les succès, qui devoient résulter de l'union des deux empires, lui procureroit les plus grands avantages. Mais la campagne de 1788 trompa son attente; il commença par perdre le tiers de son armée par les maladies & des attaques infructueuses de postes, & finit par se tenir sur la défensive. Ce prince étoit mécontent de ce que le roi d'Angleterre, comme électeur de Hanovre, se fût opposé à l'échange de

de

de la Baviere, mais cela ne regardoit pas la cour de Londres, & dans l'embarras où il se trouvoit, il diffimuloit son dépit.

Le roi de Prusse, en paroissant n'avoir eu en vue que de rétablir le prince d'Orange dans ses droits légitimes, avoit essentiellement travaillé à ses propres intérêts. Il en étoit résulté pour lui une alliance étroite avec les cours de Londres & de la Haye, qui servoit à le tranquilliser du côté de la France, & lui inspira, peut-être, la confiance avec laquelle il menaça la cour de Copenhague de faire marcher une armée dans le Holstein, si elle envoyoit, contre le roi de Suede, les forces auxiliaires qu'elle s'étoit engagée par ses traités de fournir à la Russie, en cas de guerre contre la Suede. Cette démarche du roi de Prusse fut accompagnée des offres de sa médiation pour terminer la guerre suscitée par le roi de Suede, & suivie des mêmes offres de la part de la cour de Londres, & à peu près dans le

même langage. L'impératrice de Russie, qui avoit juste sujet de se plaindre de l'agression du roi de Suède, refusa l'intervention des deux cours avec dignité, & ne cacha pas qu'elle sentoit, comme elle le devoit, l'indécence d'une médiation proposée les armes à la main.

Sa majesté Prussienne sembloit vouloir aussi profiter de l'embarras où se trouvoient les deux cours impériales, pour diminuer, s'il étoit possible, l'influence de la cour de Pétersbourg dans les affaires de Pologne ; il excitoit sous-main les Polonois à soutenir leur indépendance, & faisoit des préparatifs de guerre pour favoriser, en apparence, les délibérations de la diette de cette république, mais dont on ignoroit la véritable fin.

La situation de la cour de Londres, relativement à celle de Pétersbourg, étoit extrêmement délicate. De tout tems les ministres Anglois, qui avoient le mieux apperçu les véritables

ritables intérêts de leur patrie, avoient jugé qu'il ne pouvoit y avoir d'allié plus naturel pour la Grande-Bretagne que la Russie ; & de tout tems la plus grande harmonie avoit subsisté entre ces deux puissances. L'impératrice de Russie avoit même offert d'assister l'Angleterre au commencement de la guerre d'Amérique ; mais on ne reçut pas, comme on eût dû le faire, une proposition aussi amicale. Quelques autres dégoûts que donnerent alors les ministres Anglois à l'impératrice, la porta à former le plan de cette fameuse neutralité armée, à laquelle elle persuada toutes les cours de l'Europe d'acquiescer. Ce ne fut pas là une des moindres difficultés que l'Angleterre eut à surmonter dans le cours de cette longue guerre, aussi en a-t-elle toujours su mauvais gré à la Russie. En 1787, le traité de commerce qui se négocioit entre les deux nations fut rompu, parce que l'impératrice desiroit que la neutralité armée fût partie du traité, ce que l'Angleterre disoit ne pouvoir accorder.

Cet attachement à un principe, que la cour de Londres regardoit comme hostile, contribuoit déjà à refroidir les deux cours, lorsque la Porte Ottomane déclara la guerre à la Russie. L'ambassadeur d'Angleterre à la Porte fut accusé d'avoir excité le Divan à cette résolution ; les ministres du roi nierent qu'il eût reçu la moindre instruction à cet effet, & ne vouloient pas convenir qu'il eût osé faire une telle démarche sans la participation de sa cour. L'impératrice de Russie, & ses ministres, ne laisserent pas d'en croire ce que l'on en écrivoit de Constantinople. Quelques transactions particulieres & publiques, relatives à des munitions pour cette guerre, avoient encore augmenté le mécontentement de la cour de Petersbourg, lorsque l'Angleterre, conjointement avec le roi de Prusse, offrit sa médiation pour suspendre les effets du ressentiment de l'impératrice contre l'injuste & brusque attaque du roi de Suede. J'ai déjà dit comment sa majesté impériale reçut cette offre ; c'étoit au

moment

moment de son refus que le roi d'Angleterre tomba malade.

A l'exposition de ce tableau des affaires étrangères & domestiques, on voit combien il étoit nécessaire qu'il y eût un guide qui pût prendre en main les rênes du gouvernement. Il arrivoit des couriers du continent sur des objets importans, & l'on ne pouvoit donner aucune réponse décisive aux ministres étrangers ; les affaires publiques se multiplioient dans l'intérieur du royaume, au point de répandre la confusion dans tous les départemens ; plusieurs des ministres du cabinet même, convenoient qu'il importoit au bien public de ne pas différer plus long-tems à prendre des mesures pour suppléer au vide de l'administration.

Quelques jours avant la rentrée du parlement, toutes les plumes des écrivains politiques furent employées pour faire valoir les
raisons

raisons des deux partis. Un point très-important les divisoit : la manière d'établir la régence. Les amis de M. Fox soutenoient positivement que le prince de Galles devoit être déclaré seul régent. " Il étoit l'héritier
 " apparent, en âge & capable de régner ; les
 " conseils de régence n'avoient jamais été institués que pour mieux assurer la succession
 " à l'héritier légitime en tems de minorité ;
 " & dans ces cas mêmes on avoit toujours vu
 " naître des effets pernicieux de la puissance
 " du souverain ainsi divisée. Les ministres
 " actuels, en proposant de former un conseil
 " de régence, n'avoient d'autre but que d'y
 " placer leurs créatures, & de conserver leurs
 " emplois & leur autorité. Cette idée étoit
 " regardée comme un attentat contre le rang,
 " les droits & la dignité du prince ; comme
 " une preuve de l'ambition démesurée de
 " ceux qui se trouvoient avoir le pouvoir
 " entre les mains, & qui ne voyoient pas
 " d'autre moyen de le retenir."

Les

Les raisons qu'alléguoient les ministres
 étoient fondées, " sur le respect & la fidélité
 " dus au roi, qui ne permettoient pas que
 " pendant un mal d'aussi courte durée, on lui
 " enlevât, en quelque façon, la couronne
 " pour la mettre sur la tête de son fils ; car
 " on regardoit la nomination du prince seul
 " à la régence, comme une prise de possession
 " du trône. La situation présente étoit sans
 " exemple à la vérité, on pouvoit cependant
 " en trouver d'analogues ; c'étoit ici un roi,
 " hors d'état de régner pour le présent, mais
 " il y avoit encore espérance qu'il pourroit un
 " jour recouvrer l'usage de sa raison ; on de-
 " voit donc l'envifager, au moins pour quel-
 " que tems, comme dans un état de mino-
 " rité ; & par l'établissement d'une régence
 " composée du prince de Galles, de personnes
 " de la famille royale, & autres attachées à
 " sa majesté, il étoit du devoir du parlement
 " de lui assurer la facilité de reprendre en
 " main le timon des affaires, quand il plairoit
 " à la

“ à la Providence de le rendre aux vœux de
 “ son peuple. Il étoit, non seulement de la
 “ délicatesse du prince, mais de sa prudence
 “ même, de ne pas desirer d'être déclaré trop
 “ promptement seul régent. On sentoît bien
 “ que, vu les engagements qu'il avoit pris de
 “ bonne heure, il ne pouvoit guere se dis-
 “ penser alors de congédier les ministres de
 “ son pere, pour mettre ses propres amis à
 “ leur place ; & quelle douleur pour le roi, si
 “ quelques mois après, revenant à lui-même,
 “ il trouvoit ses mesures changées, son admi-
 “ nistration renversée, & ses amis éloignés de
 “ lui ? Ne convenoit-il pas à son altesse royale
 “ de ne pas ambitionner encore un pouvoir
 “ qui l'exposoit à l'inconvénient d'occasionner
 “ un tel déplaisir au roi, & de se préparer
 “ par-là, à lui-même, une source abondante
 “ de regrets ? La bienfaisance & les loix accor-
 “ doient un certain tems avant que de pro-
 “ noncer sur des cas semblables ; auroit-on
 “ moins d'égards pour un roi aimé de ses
 “ peuples,

“peuples, que l’on n’en a pour un simple
 “particulier? Encore un peu, & l’on feroit
 “toujours à tems de changer l’établissement
 “de la régence, selon l’exigence des conjonc-
 “tures, & de transférer plus décemment, à
 “la personne du prince, un pouvoir que l’on
 “accordoit devoir lui appartenir, mais dans
 “un tems plus reculé.”

Le 3 décembre, les cinq médecins, Baker, Warren, Reynolds, Pepis, Addington, qui avoient traité le roi, prêterent le serment, & furent examinés séparément devant le conseil-privé. La première question fut *si le roi étoit en état de venir au parlement, & de vaquer aux affaires publiques?* Ils répondirent : *non, pour le présent.* A la seconde, *s’il y avoit apparence qu’il sa majesté pût se rétablir?* Ils dirent unanimement que l’on pouvoit avec raison espérer sa guérison, & que la plus grande probabilité étoit en sa faveur. La troisième question fut : *sur quoi ils fonderoient leur opi-*
I
nion?

nion ? Ils répondirent, *sur leur expérience* et *le rapport des médecins des hôpitaux où se traitoit la même maladie, lequel étoit que la plus grande partie de leurs malades guérissent.* Le docteur Addington, qui avoit eu le plus de pratique à cet égard, dit que *depuis cinq ans qu'il avoit traité un grand nombre de malades dans le même genre, il les avoit tous guéris, excepté seulement ceux qu'il avoit jugé incurables dès les premiers jours ; il ajouta qu'il en avoit même guéri quelques-uns qui avoient été malades deux ou trois ans avant d'entrer dans son hôpital.* A la quatrième question : *quand ils croyoient que le roi pût être guéri ?* Leur réponse fut : *qu'il étoit impossible de limiter le tems. Il n'y avoit point de règle pour déterminer la durée de ce mal.*

Le 4 décembre le parlement fit sa rentrée ; les dépositions des médecins furent lues, & un ajournement fut proposé dans chaque chambre pour le lundi suivant. M. Pitt ajouta qu'il feroit ce jour-là une motion pour
que

que la chambre des Communes nommât un comité, afin de faire des recherches de tous les exemples dans l'histoire d'Angleterre, qui pouvoient être en quelque façon applicables au cas présent.

L'opinion des médecins : que la plus grande probabilité étoit en faveur du rétablissement du roi, sembloit devoir faciliter les mesures de l'administration actuelle. Ses partisans ne doutoient pas que si M. Pitt proposoit de nommer une régence composée, il ne réussît à la faire passer en parlement. Mais il s'éleva là-dessus une difficulté presque insurmontable. Les amis de M. Fox (que le prince en ce moment voyoit assez souvent) s'empressèrent de publier que son altesse royale étoit résolue de ne pas accepter de place dans une régence composée & limitée ; & qu'il restoit à voir si les ministres auroient la hardiesse de proposer une forme de gouvernement, auquel elle déclaroit ne vouloir prendre aucune part.

“ On ne desiroit pas d'autre preuve du dessein
 “ pernicieux qu'ils avoient de s'emparer de
 “ tout le pouvoir, & de former une espece
 “ d'aristocratie, qui ne feroit rien moins qu'une
 “ subversion totale de la constitution.”

Soit que cet obstacle & ces raisons eussent produit quelque effet sur l'esprit du chancelier, & pour éviter aussi la confusion, qui ne pouvoit manquer de naître de l'opposition des ministres aux desirs du prince, il fut décidé que l'on acquiesceroit à la nomination de son altesse royale, comme seul régent. Cela fait, l'administration actuelle n'avoit rien de mieux à faire que de se retirer, & d'attendre un temps plus favorable pour rentrer dans les affaires.

Cette mesure sembloit la plus sage & la plus avantageuse au bien de la nation. Le rétablissement du roi, annoncé comme certain par les médecins, présageoit aux ministres une retraite aussi courte, qu'elle étoit honorable;

nable ; & le chancelier, par cette conduite, détruisoit les conjectures faites sur sa disposition à agir de concert avec M. Fox. Il parut même qu'il s'étoit réconcilié avec M. Pitt, & que leur avis avoit beaucoup contribué à la résolution que prenoient les ministres de quitter doucement la partie pour le bien de la paix ; non sans avoir pourvu, préalablement, à tout ce qu'il convenoit d'établir dans le parlement, avant leur retraite.

Cependant deux nouveaux médecins avoient été appelés auprès du roi, Gisborne & Willis. Le dernier s'étoit livré uniquement depuis 28 ans à traiter le genre de maladie dont sa majesté étoit attaquée, & dès les premiers jours il parut concevoir de fortes espérances.

Le lundi, 8 décembre, lord Stafford dans la chambre des pairs, & M. Pitt dans la chambre des communes proposèrent que les médecins fussent examinés par un comité de

chaque chambre séparément. L'opposition ne s'attendoit pas à cette proposition qui leur fermoit la bouche sur ce sujet. M. Fox lui-même avoit donné à entendre, le jeudi précédent, " que l'examen des médecins par " le conseil-privé ne lui paroissoit pas satisfaisant; qu'il étoit de la dignité de la " chambre de ne rien décider que d'après un " examen fait par elle-même, & que dans les " occasions où la délicatesse & le devoir ne " pouvoient se concilier, il étoit nécessaire " que l'une cédât à l'autre." Afin d'éviter les débats que cette insinuation pouvoit occasionner, & pour prévenir un examen tumultueux & indécent devant une aussi grande assemblée, sur un point aussi délicat, M. Pitt proposa qu'un comité de vingt-une personnes examinât les sept médecins, & fît un rapport de leur opinion à la chambre. Sa proposition & la liste des vingt-un membres qu'il présenta parurent si raisonnables, que l'on n'eut rien à objecter de part & d'autre. Il y eut quelques
débats

débats dans la chambre des pairs sur cette question; mais enfin on tomba d'accord d'adopter le même plan d'examiner les médecins; le lendemain la liste des vingt-un Pairs fut, comme celle de la chambre des Communes, formée des principales personnes de chaque parti.

La raison pour laquelle l'opposition desiroit un autre examen, étoit que l'on regardoit celui du conseil-privé comme partial, & le résultat fondé sur des questions dictées par le cabinet. Pour invalider cette réponse des médecins; que la plus grande partie des malades, attaqués des mêmes symptômes dont le roi étoit affligé, guérissoit; les amis de M. Fox vouloient leur demander, si une bonne partie de ceux qui guérissoient ne retomboit pas dans le même état; & il étoit aisé de sentir où tendoit cette question; mais ils la couvroient du prétexte de leur devoir envers la nation, qui ne leur permettoit pas de rien

omettre dans une transaction aussi essentielle, & tellement importante au bonheur & à la tranquillité des trois royaumes.

Ce qui impatientoit le plus le parti du prince de Galles, étoit la réserve de M. Pitt avec son altesse royale, & le mystère que faisoit l'administration de ce qu'elle avoit dessein de proposer relativement à la régence. On convenoit des deux côtés que le prince devoit être seul régent; mais les ministres vouloient limiter son autorité; & les autres déclaroient que le prince étoit résolu de ne pas admettre la moindre restriction à son pouvoir. Deux points intéressans à obtenir pour les ministres, avant de se retirer, paroissoient être que le régent ne pût créer de pairs, pour augmenter l'influence de son parti dans la chambre haute, & diminuer celle du roi, & qu'il ne pût dissoudre le parlement;* & il importoit à l'op-
position

* L'opposition croyoit en ce moment que M. Pitt desiroit prévenir la dissolution du Parlement, mais on verra par la suite, qu'il ne craignoit point cette mesure.

position que le prince fût libre sur ces deux points. Ils trouvoient aussi à redire que M. Pitt n'eût jamais fait part à son altesse royale des mesures qu'il se proposoit de suivre, & M. Pitt s'excusoit, en disant que le prince, loin de lui avoir donné le moindre encouragement à s'ouvrir avec lui, avoit non-seulement affecté de ne lui jamais parler d'affaires d'état, quand il avoit été à Windsor; mais l'avoit même traité avec une froideur rebutante.

Le 10 Décembre, le comité de la chambre des communes fit son rapport à la chambre de l'examen des médecins, plus favorable encore que celui qui avoit été devant le conseil-privé; & M. Pitt proposa ensuite de nommer un autre comité pour recueillir les exemples, dans l'histoire d'Angleterre, applicables en quelque sorte à la situation présente. Là-dessus M. Fox se leva, " non pour s'opposer, observa-t-il, à
 " cette proposition, quoiqu'il ne vît pas la
 " nécessité de l'adopter. Il n'y avoit personne

" dans

“ dans la chambre qui ne fût assez instruit pour
 “ savoir qu’il n’existoit point d’exemple ap-
 “ plicable au cas présent ; mais puisqu’il y
 “ avoit un prince de Galles en état de régner,
 “ il n’étoit pas besoin de délibérations du par-
 “ lement sur ce sujet, son altesse royale avoit
 “ dès-à-présent autant de droit d’exercer immé-
 “ diatement le pouvoir du roi, pendant le tems
 “ de son incapacité, que si le roi n’existoit plus.”

M. Pitt répondit avec vivacité à cette asser-
 tion, “ qu’il traita de *trahison envers la constitu-*
 “ *tion* du royaume, & soutint au contraire
 “ que, jusqu’à ce que le parlement eût investi
 “ le prince du pouvoir exécutif, & le lui eût
 “ confié comme un dépôt pour le souverain &
 “ la nation, le prince de Galles n’avoit pas
 “ plus le droit d’en faire usage que quelque
 “ autre individu que ce fût.”

M. Fox se leva pour expliquer la proposition
 qu’il avoit avancée, il répéta les termes dont

il

il s'étoit déjà servi, & les interpréta. “ Il
 “ ajouta qu’il doutoit si, dans la situation pré-
 “ sente, ils formoient un parlement ou une
 “ convention ; que de quelque façon que l’on
 “ envisageât cette assemblée, les deux cham-
 “ bres, ne pouvant faire une loi sans la con-
 “ currence de la troisième branche de la légif-
 “ lation, pouvoit encore moins s’arroger le
 “ droit de nommer, déclarer, élire ou ré-
 “ gler le pouvoir exécutif de ce royaume.”

M. Burke, en termes pleins de véhémence
 & de chaleur, recommanda la modération dans
 une circonstance aussi critique, & taxa M. Pitt
 d’être un des compétiteurs du prince de Galles.
 M. Pitt traita cette accusation d’indécente,
 “ & observa que long-tems avant, M. Somers
 “ avoit avancé dans cette chambre que per-
 “ sonne ne pouvoit exercer l’autorité royale,
 “ sans l’aveu du parlement, & qu’aucun mem-
 “ bre alors ne s’étoit avisé de l’accuser d’être
 “ compétiteur de Guillaume III.”

Le jeudi, 11, on lut à chambre des pairs le rapport de l'examen des médecins, après quoi lord Camden, président du conseil, proposa de nommer un comité pour consulter les exemples applicables au cas présent. " Il prit con-
 " noissance de ce qui s'étoit passé la veille
 " dans la chambre basse, & sur-tout de la nou-
 " velle doctrine mise en avant par M. Fox,
 " qu'il condamna comme absurde & contraire
 " à la constitution ; il soutint à peu près dans
 " les termes de M. Pitt, que le prince de
 " Galles n'avoit pas plus de droit à l'autorité
 " de régent, durant la vie du roi, sans l'aveu
 " du parlement, qu'aucun autre sujet dans la
 " domination de la Grande-Bretagne."

Lord Loughborough, premier juge des *plaidz communs*, se leva pour combattre l'opinion de lord Camden ; " il avança que, selon
 " les loix & la constitution d'Angleterre,
 " l'héritier apparent du trône avoit droit à
 " être seul régent du royaume ; que, selon la
 " loi,

“ loi, le roi & le prince ne faisoient qu’une.
 “ seule & même personne ; soutenir le con-
 “ traire étoit la même chose que dire que le
 “ prince, qui étoit au-dessus de tous les sujets,
 “ pouvoit par une régence composée avoir des
 “ égaux, ou avoir des supérieurs par une ré-
 “ gence dont il seroit exclus. Il insinua qu’en
 “ songeant à priver son altesse royale de ses
 “ droits, on s’exposoit à l’obliger de recourir
 “ aux moyens de les faire valoir ailleurs. Il
 “ observa que le sort de l’Irlande étoit enve-
 “ loppé dans cette importante question, & que
 “ l’on courroit risque, en rejetant l’opinion
 “ qu’il présentoit, de voir ce royaume d’un
 “ avis contraire à la décision de l’administra-
 “ tion britannique.”

Le chancelier répondit au discours de lord
 Loughborough, en commençant par dire,
 “ que cette opinion étoit contraire aux loix
 “ & à la constitution du royaume. Tout ce
 “ qu’il avoit avancé étoit fondé sur un faux
 “ principe.

“ principe. Personne ne nioit le droit héréditaire du prince de Galles au trône, mais il y avoit une grande différence entre le droit au trône & le droit à la régence. Il prenoit sur lui de prouver que la loi de la Grande-Bretagne, en cas d'incapacité d'agir dans le souverain, étoit que les deux autres parties de la législation dussent procéder à remplacer ce vide, sans que pour cela la première branche du gouvernement devînt élective. Il prioit les pairs d'observer que, quoique dans une situation très-fâcheuse, le roi étoit cependant plein de vie, la couronne lui appartenoit encore ; aucun pouvoir sur la terre ne pouvoit la lui ôter légalement. Il osoit dire que la maxime avancée : que le roi & le prince ne faisoient qu'une seule & même personne, étoit fausse, & ne pouvoit être appuyée, ni par la loi, ni par la raison. Il en faisoit juge cette noble assemblée. Son altesse royale, quoiqu'héritier de la couronne, n'en étoit pas moins un sujet, subordonné

" ordonné aux loix, comme tout autre sujet;
 " étoit-ce là faire une même personne avec le
 " roi ? Pour ce qui regardoit le droit du prince
 " de prendre possession du gouvernement, cela
 " étoit dénué de tout fondement légal ou
 " constitutionnel. Une telle doctrine expo-
 " seroit l'état aux conséquences les plus dan-
 " gereuses. En cas que le roi fût attaqué
 " d'une fièvre, (qui ôte souvent à l'homme
 " l'usage de raison), l'héritier apparent, selon
 " cette maxime, se trouveroit autorisé à s'em-
 " parer du pouvoir exécutif, pourroit former
 " un autre parlement, changer toute l'admi-
 " nistration, & déranger entièrement le gou-
 " vernement. Pouvoit-on imaginer un prin-
 " cipe plus alarmant & plus destructif ? Si le
 " prince devoit être élu, ou non, seul régent,
 " étoit un point à prendre en considération
 " ci-après ; il prétendoit seulement, pour le
 " présent, nier qu'il eût droit de se revêtir de
 " l'autorité royale par aucune loi, aucun ex-
 " emple dans l'histoire de la constitution.

“ Quant aux vertus & aux talens de l'héritier
 “ du trône, tout en convenant de leur exist-
 “ ence, ces qualités ne lui donnoient aucun
 “ titre à enfreindre la constitution. Tant que
 “ le roi vivoit, le parlement ne devoit pas don-
 “ ner le sceptre à l'amabilité & aux vertus.
 “ Il devoit le confier pour un tems à un dépo-
 “ sitaire capable & fidele, soit que ce fût l'hé-
 “ ritier apparent, ou l'héritier présomptif, ou
 “ toute autre personne, ou personnes, à qui le
 “ parlement, dans sa sagesse, trouveroit bon
 “ de confier une si grande autorité. Il étoit
 “ très-éloigné, en parlant ainsi, de vouloir
 “ insinuer qu'il ne convenoit pas d'investir son
 “ altesse royale du pouvoir exécutif; tout son
 “ raisonnement tendoit seulement à maintenir
 “ qu'il n'y avoit ni loi, ni exemple qui pût
 “ justifier le prince à s'emparer de l'autorité
 “ royale sans le consentement du parlement.
 “ On avoit prétendu former quelque doute
 “ sur la légalité de cette assemblée du parle-
 “ ment, & agité la question de savoir si ce
 “ n'étoit

“ n'étoit pas seulement une convention ;
 “ mais le fait n'admettoit pas le moindre
 “ doute, le parlement se trouvoit assemblé de
 “ la maniere la plus légale, en conséquence
 “ d'un prorogation par autorité du roi ; &
 “ par conséquent son droit de délibérer sur les
 “ affaires étoit indisputable.”

Quoique j'aie abrégé le discours du chance-
 lier, je n'ai cependant point omis aucun de
 ses argumens ; & je me suis étendu d'autant
 plus sur ce qu'il dit, que son discours parut,
 à la généralité des pairs, renfermer tout ce
 qui étoit conforme à la raison, à la loi & aux
 principes de la constitution, & qu'il fit la plus
 grande impression sur les esprits. On favoit
 déjà que le prince des Galles l'avoit envoyé
 chercher, quelques heures avant qu'il vînt à
 la chambre des pairs, & l'on étoit impatient
 de juger de l'effet qu'auroit produit cette en-
 trevue. Les amis du prince en espéroient
 beaucoup, aussi furent-ils sensiblement frustrés

dans leur attente. Quelques-uns d'eux regrettoient que le prince & M. Fox eussent été trop réservés dans leurs offres & leurs promesses pour l'engager à appuyer les prétentions de son altesse royale ; mais les amis du chancelier disoient, qu'outre le déshonneur qu'il se fût attiré en abandonnant les intérêts du roi, à ne consulter que le sien propre, il lui convenoit de prendre le parti de se retirer pour attendre la guérison de sa majesté, qui arriveroit probablement bientôt, & le feroit rentrer dans son poste d'une manière plus ferme & plus honorable.

Lord Stormont parla en faveur du droit du prince à être déclaré seul régent, & s'avança jusqu'à dire que, si la chambre des pairs concouroit à le priver de ce qui lui étoit dû, il ne répondoit pas que les pairs d'Ecosse, dont il étoit un, se regardassent à l'avenir comme tenus à observer le traité d'union entre les deux royaumes.

Le 12, les débats furent très-animés dans la chambre des communes. Le comité y produisit les exemples qui pouvoient être applicables à la situation présente, & l'on ordonna qu'ils fussent imprimés. Je ne suivrai point les deux éloquens orateurs qui se distinguèrent ce jour-là dans toutes les parties de leurs discours ; je me contenterai d'exposer fidèlement leurs raisons & leurs argumens avec toute la clarté qui me sera possible.

M. Fox, ayant senti que la proposition qu'il avoit avancée le 10, avoit été généralement désapprouvée, même par ses amis, s'empressa de se justifier, en s'expliquant plus clairement. " Il avoit, dit-il, avancé, & il prioit qu'il lui fût permis d'alléguer encore, " que dès le moment que le parlement avoit constaté l'incapacité du roi de s'acquitter des devoirs importans de son rang élevé, " dès ce moment, il croyoit qu'il existoit dans son altesse royale, le prince de Galles, un droit

“ *inhérent d'agir au nom de sa majesté ; d'exer-*
“ *cer les fonctions royales à la place de son*
“ *auguste pere. C'étoit ce qu'il avoit dit le*
“ *mercredi précédent, & ce qu'il persistoit à*
“ *penser. On l'avoit mal interprété, en lui*
“ *faisant dire que le prince avoit droit de*
“ *s'emparer alors de l'autorité royale. Le*
“ *sentiment qu'il avoit sur ce droit étoit, qu'il*
“ *y avoit un droit inhérent dans son altesse*
“ *royale, mais il n'en étoit pas en possession,*
“ *& il n'avoit pas droit de prendre possession :*
“ *il avoit un droit inhérent en lui, mais l'attri-*
“ *bution de ce droit appartenoit aux deux cham-*
“ *bres du parlement assemblées. Il s'agissoit ici*
“ *de savoir si le prince avoit droit de succéder*
“ *à l'autorité royale : or, son opinion étoit*
“ *que son altesse royale avoit un droit indubi-*
“ *table & clair de succéder à l'autorité pendant*
“ *le tems de la maladie du roi, mais qu'il ne*
“ *pouvoit pas mettre ce droit en action, sans*
“ *l'aveu du parlement. Il exhorta ensuite*
“ *M. Pitt à communiquer à la chambre les*
“ *mesures*

“ mesures qu’il avoit dessein de proposer le
 “ mardi suivant, jour auquel on devoit s’as-
 “ sembler pour délibérer sur l’état de la na-
 “ tion. Il souhaitoit ardemment que cette
 “ affaire importante pût être conduite avec
 “ toute l’unanimité possible ; quoiqu’il ne fût
 “ pas dans le cas de déclarer encore son senti-
 “ ment sur ce sujet, il prendroit cependant la
 “ liberté de proposer ce qu’il croyoit être con-
 “ venable ; il pensoit que le prince de Galles
 “ avoit un droit, ou selon d’autres, un être
 “ irrésistible à être déclaré régent pendant la
 “ maladie du roi, & non pour plus long-
 “ tems. Il pouvoit y avoir différentes opi-
 “ nions sur la manière de procéder dans cette
 “ affaire ; l’une par une déclaration des deux
 “ chambres du parlement, séparément, &
 “ l’autre par une adresse ; ou bien par une dé-
 “ claration, ou une adresse de concert entre
 “ les deux chambres, afin de prier le prince
 “ d’exercer au nom du roi toute l’autorité
 “ royale ; il dit qu’il sacrifieroit beaucoup de
 “ son

“ son opinion, pour obtenir l'unanimité sur
 “ un point aussi intéressant ; mais s'il voyoit
 “ une différence essentielle de l'autre côté, il
 “ seroit bien-aise de savoir vers lequel des
 “ deux avis la chambre paroîtroit pencher.
 “ Il ne desiroit pas que l'on agitât une question
 “ abstraite, qui ne tendoit qu'à embarrasser
 “ par des discussions inutiles & remplies de
 “ subtilités ; il s'en tenoit à la substance de ce
 “ qu'il venoit de proposer, & qu'il répéta,
 “ offrant de s'expliquer de nouveau, s'il
 “ n'avoit pas donné complètement à enten-
 “ dre ses idées & le but où il tendoit.”

M. Pitt se leva, & observa à la chambre
 “ qu'elle avoit sous les yeux un rapport
 “ volumineux, dont l'objet étoit de l'informer
 “ des sages mesures qu'avoient adopté leurs
 “ ancêtres en semblables occasions, & de servir
 “ à diriger sa conduite sur un point aussi
 “ important. De quelque maniere qu'il eût
 “ compris M. Fox auparavant, il étoit de son
 devoir

" devoir à présent d'entendre ce qu'il avoit
 " avancé, conformément à son explication.
 " Il étoit cependant bien sûr qu'il restoit à
 " discuter entre eux une question essentielle
 " aux principes fondamentaux de la constitu-
 " tion, & laquelle devoit être préalablement
 " décidée pour l'avantage de la génération
 " présente & de ses descendans. On mainte-
 " nait encore qu'il existoit dans le prince de
 " Galles un droit inhérent d'exercer l'autorité
 " royale; un droit, que le parlement devoit
 " lui adjuger à la vérité, mais qui subsistoit
 " même avant cette attribution. C'est pré-
 " cisément la prétention d'un tel droit, dit
 " M. Pitt, que je nie positivement; & je
 " soutiens que cette proposition est aussi dan-
 " gereuse aux principes de la constitution, &
 " autant incompatible avec les loix du roy-
 " aume, que si son altesse royale prétendoit
 " en ce moment monter sur le trône, &
 " s'emparer de l'exercice de toute l'autorité
 " souveraine. Quant à la question, si son
 " altesse

“ altesse royale est, ou n'est pas la plus propre
“ à exercer toute l'autorité royale, ou une
“ partie seulement, ce seroit l'objet des déli-
“ bérations de la chambre, lorsqu'elle vien-
“ droit à examiner l'état présent de la nation ;
“ mais la question de l'attribution du droit
“ embrassoit les intérêts les plus précieux de
“ la patrie, & les principes de la liberté pub-
“ lique. Tout disposé qu'il étoit à con-
“ courir à l'unanimité, dans les résolutions à
“ prendre, cette question devoit être discutée
“ premièrement d'après la déclaration expli-
“ cite qui venoit d'en être faite ; car il y avoit
“ trop à craindre qu'elle ne tendît à sapper en
“ ruines les fondemens de la constitution.
“ Supposant que le prince de Galles eût droit
“ à être déclaré régent, il pouvoit y avoir
“ différentes opinions sur la portion de l'au-
“ torité royale qui devoit lui être confiée. Si
“ son avis étoit donc suivi, la première chose
“ que l'on examineroit seroit, si le prince a
“ véritablement le droit d'être déclaré régent,
“ ou

“ s’il ne dépendoit pas, comme le croyoit,
 “ des deux chambres du parlement, de décider
 “ si son altesse royale devoit, ou non, succéder
 “ de droit à l’autorité royale. Ce n’étoit pas
 “ encore le moment d’entrer plus avant dans
 “ cette discussion ; il ajouteroit cependant
 “ encore ce qu’il prioit que l’on regardât,
 “ moins comme un exposé de mesures déjà
 “ prises, que comme une communication des
 “ principes qui l’animoient : quoiqu’il niât
 “ que le prince de Galles eût aucun droit
 “ positif, cependant, d’après les raisons de
 “ convenance, & dans les circonstances où se
 “ trouvoit la nation, il jugeoit qu’il étoit à
 “ desirer que cette partie de l’autorité royale,
 “ qui devoit nécessairement être exercée du-
 “ rant la maladie du roi, fût confiée à une
 “ seule personne, & que cette personne fût le
 “ prince de Galles. Il croyoit que l’on ne
 “ devoit pas gêner son altesse royale par les
 “ entraves d’un conseil, & qu’elle devoit avoir
 “ le choix libre de ses ministres : enfin, le

“ prince devoit être investi de tout le pouvoir
 “ nécessaire pour conduire les affaires impor-
 “ tantes du gouvernement avec activité &
 “ célérité; il devoit avoir à sa disposition
 “ tous les moyens de pourvoir à la sûreté de
 “ l'empire; mais tout ce qui n'étoit pas né-
 “ cessaire à remplir ces vues, ce qui pouvoit
 “ embarrasser un jour, ce qui étoit inutile au
 “ public, devoit, à son avis, être retranché
 “ de la plénitude du pouvoir.”

La question du droit inhérent, ou du droit
 d'attribution, donnoit de l'inquiétude aux
 amis du prince; on desiroit éviter qu'elle
 fût agitée dans le chambre des communes;
 M. Pitt y paroissoit cependant résolu, &
 M. Fox cherchoit à éluder un débat dont il
 craignoit l'issue. Pour le prévenir, s'il étoit
 possible, on jugea à propos de faire con-
 noître les sentimens de son altesse royale sur
 ce sujet.

Le lundi 15 décembre, le duc d'York & le duc de Gloucester, se trouverent à la chambre des pairs. Lord Fitzwilliam commença par inviter les ministres à déclarer s'ils étoient dans l'intention de discuter la question de droit, ajoutant qu'il étoit à desirer que l'on y renonçât, de crainte de troubler l'harmonie, si nécessaire à entretenir dans les circonstances présentes. Lord Camden lui répondit, & parut pencher vers l'opinion, que cette question étoit de trop grande conséquence aux principes de la constitution pour pouvoir se dispenser de l'examiner. Aussi-tôt le duc d'York se leva & dit: que, " quoique peu ac-
 " coutumé à parler en public, il ne pouvoit
 " garder le-silence dans une occasion aussi es-
 " sentiellement intéressante pour la nation,
 " & pendant que l'on traitoit un sujet qui re-
 " gardoit immédiatement des personnes qui
 " lui étoient aussi cheres. Il déclara qu'il
 " étoit entièrement de l'avis de ceux qui pen-
 " soient qu'il étoit plus sage de ne pas agiter

“ une question abstraite qui pourroit entraî-
 “ ner des discussions inutiles sur le droit de
 “ son frere. Il étoit sûr que le prince n’avoit
 “ point de part aux assertions faites relative-
 “ ment à ce droit, & il étoit persuadé que
 “ *quels que fussent ses titres*, il connoissoit
 “ trop clairement, & révéroit trop religieuse-
 “ ment les principes sacrés aux-quels la mai-
 “ son de Brunswick devoit le trône de la
 “ Grande-Bretagne, pour avoir jamais pré-
 “ tendu exercer aucun pouvoir qui ne tire-
 “ roit pas son origine du vœu des pairs & des
 “ représentans de la nation, & qui ne seroit
 “ pas reconnu par le parlement. D’après
 “ cette déclaration, & dans un moment où
 “ la modération & l’unanimité étoient telle-
 “ ment à souhaiter, vu le triste événement
 “ que chacun déplorait, & dont, plus qu’un
 “ autre, il étoit vivement pénétré, il osoit se
 “ flatter que leur prudence éclairée les porte-
 “ roit à s’abstenir d’entrer dans une discussion
 “ i, sûrement, n’étoit pas nécessaire pour
 “ préparer

“ préparer l'importante résolution que cette
 “ chambre & les représentans du peuple se
 “ dispoient à prendre, & laquelle, au con-
 “ traire, ne feroit qu'ajouter l'amertume à
 “ l'affliction, & bleffer encore plus vivement
 “ une famille déjà suffisamment accablée.”

Son altesse royale ajouta, “ que si son frere
 “ le prince de Galles eût pu convenablement
 “ s'adresser lui-même aux seigneurs de cette
 “ chambre, dans sa place de pair du parle-
 “ ment, il leur eût exprimé distinctement
 “ les mêmes sentimens qu'il venoit de leur
 “ énoncer.”

Ce discours, prononcé avec modestie, avec
 grace, & d'une maniere touchante, produisit
 un vif intérêt. Le chancelier & lord Camden
 donnerent des éloges au discours & aux sen-
 timens du duc d'York, en exprimant cepen-
 dant leurs regrets que l'importance de la

question mise en avant ne permît pas qu'on la laissât passer sans être éclaircie.

Le duc de Gloucester parla aussi en termes qui tendoient au même but que le duc d'York.

On croyoit, après cela, que M. Pitt n'oseroit plus proposer que la question du droit du prince fût discutée. La déclaration formelle de son altesse royale, par le canal du duc d'York, rendoit, disoit-on, une telle discussion tout-à-fait inutile, & peut-être même dangereuse pour lui à tenter. En tout cas, l'opposition se flattoit d'avoir, la majorité des suffrages pour justifier le silence de la chambre sur cette question, & le parti de l'opposition pouvoit se regarder alors comme victorieux. Si la chambre des communes, en effet, opinoit à ce que la question de droit, avancée en plein comité, ne dût pas être discutée, c'étoit en quelque façon acquiescer au droit du prince, le reconnoître tacitement. On ne pouvoit plus alors limiter ou restreindre

dre

dre l'autorité du régent ; il ne restoit qu'à le déclarer investi de l'autorité royale.

M. Pitt fit bien remarquer ces conséquences à la chambre des communes, dans un long discours qu'il fit à ce sujet le 16 de Décembre.

“ Il allégua de plus les exemples dans l'histoire
 “ analogues au sujet ; il fit voir que les deux
 “ chambres avoient toujours été persuadées
 “ qu'elles avoient le droit de suppléer au vide
 “ occasionné dans l'administration par l'absence
 “ du pouvoir exécutif, quelle qu'en fût
 “ la cause ; il cita les regnes d'Edouard III.
 “ de Richard II. & sur-tout celui d'Henri VI.
 “ comme applicables au cas présent. Il exhorta
 “ la chambre à ne pas permettre qu'il
 “ se glissât dans la constitution un principe
 “ aussi pernicieux que celui qu'on avoit tenté
 “ d'y introduire, sans en témoigner leur désapprobation
 “ manifeste ; il fit éclater la plus grande fermeté à soutenir la nécessité d'éclaircir
 “ un point aussi important à la liberté

“ du royaume & à l'indépendance du parle-
 “ ment.” Il proposa les arrêtés qu'il avoit
 dressés tendans à appuyer son opinion, mais au
 second il y eut quelques débats que j'ometts ici
 comme peu intéressans. Je passe au discours
 de lord North, qui, avec son habileté ordi-
 naire, combattit les argumens de M. Pitt.
 “ Il représenta à la chambre qu'il étoit contre
 “ la raison & la constitution, de prétendre,
 “ sans le concours de la troisième branche de
 “ la législation, faire une loi pour restreindre
 “ l'autorité du pouvoir exécutif, quand il
 “ étoit reconnu qu'en pareil cas ils ne pouvoi-
 “ ent seulement pas faire la loi la moins im-
 “ portante.” M. Fox parla ensuite long-
 tems, avec la force & l'éloquence qui le distin-
 guoient toujours ; il prétendit faire voir le
 défaut d'analogie dans les exemples que M.
 Pitt avoit allégués ; il résuma les argumens
 qu'il avoit employés le 12, & les présenta sous
 diverses formes avec tout le talent dont il étoit
 capable. Les amis du prince firent enfin une
 motion

motion préliminaire, qui tendoit à prévenir la décision de la question de droit, mais en vain, les voix furent recueillies, & sur 472 il y en eut 268 pour le sentiment de M. Pitt, & 204 pour le contraire. Alors, selon les formes du parlement, M. Pitt étoit censé avoir l'approbation de la chambre pour faire passer les arrêtés qu'il avoit préparés & lus, & qu'il présenta en ces termes :

10. Qu'il paroît au comité que le roi est à présent dans l'incapacité de se rendre au parlement, & de s'occuper des affaires publiques.

20. Que l'opinion du comité est que les lords spirituels & temporels, & les communes, à présent pleinement & légalement assemblées & représentans librement tous les états du peuple de ce royaume, ont le droit & le privilège de suppléer au défaut de l'exercice personnel de l'autorité royale occasionné par la fâcheuse

fâcheuse indisposition de sa majesté, ainsi que les circonstances l'exigeront.

3°. Il a été résolu que pour maintenir l'autorité constitutionnelle du roi, il est nécessaire que les lords spirituels & temporels, & les représentans du peuple déterminent de quelle manière le consentement royal peut être donné en parlement, à l'acte qui sera passé par les deux chambres, relativement à l'exercice du pouvoir & de l'autorité de la couronne, au nom du roi, pendant l'indisposition de sa majesté.

Ces trois arrêtés passèrent sans qu'on recueillît les voix.

Il y eut encore d'autres débats. dont je ne fais point mention, parce qu'ils ne portoient sur aucun objet essentiel. M. Fox reprocha à M. Pitt de prendre des mesures qui tendoient à affoiblir un gouvernement presque formé,

pour

pour embarrasser son successeur ; & M. Pitt lui répondit, “ que si par un gouvernement
 “ presque formé, & par un successeur, il
 “ vouloit désigner son administration future,
 “ & lui-même comme son successeur, il étoit
 “ plus que jamais d’avis qu’il étoit bien nécessaire de mettre des restrictions au pouvoir sous lequel un tel ministre devoit agir :
 “ que celui qui, lorsqu’il avoit eu la puissance
 “ en main, s’en étoit servi pour essayer d’introduire dans la constitution un quatrième
 “ pouvoir*, qui tendoit à annuler les trois
 “ autres, imposoit naturellement l’obligation
 “ de mettre des entraves à l’autorité qu’il
 “ ambitionnoit.”

Cette séance fut le triomphe de M. Pitt :
 en faisant passer le second arrêté, il avoit atteint

* Faisant allusion au *Bill* de la Compagnie des Indes, que M. Fox tenta de faire passer en 1783, et qui eut procuré une force irrésistible à son ministère.

teint son but. Le droit de nommer un régent étant reconnu appartenir aux deux chambres du parlement, il s'ensuivoit qu'elles pouvoient aussi régler & borner son pouvoir. Le troisieme étoit un peu dur pour le prince ; il tendoit à créer une puissance éphémère, uniquement pour faire, non un régent, mais un viceroy subordonné au parlement. Aussi M. Fox essaya-t-il de persuader M. Pitt de ne pas proposer un arrêté directement offensant pour son altesse royale ; mais M. Pitt répondit que quelque fût le respect qu'il professoit pour la personne du prince, il ne pouvoit se dispenser de s'acquitter de ce qu'il devoit au roi & à la nation, & qu'il ignoroit l'art de faire sa cour au dépens de son devoir.

On commença dès ce moment à pénétrer les intentions de M. Pitt ; son premier objet, & le plus important pour le roi (s'il reprenoit jamais en mains les rênes du gouvernement) paroissoit être que le prince ne pût pas créer
de

de nouveaux pairs qui lui donnaissent une trop grande influence dans la chambre haute, & pussent embarrasser un jour l'administration de son pere. Le second étoit que son altesse royale ne fût pas le maître de faire des changemens dans la maison du roi. On trouvoit qu'il eût été trop cruel pour sa majesté, lorsqu'elle reviendrait à elle-même, non-seulement de voir que tous ses amis & fideles serviteurs avoient été éloignés de lui, mais de se trouver environné de ceux dont la présence lui étoit désagréable. Après la guérison la plus complete, un coup aussi sensible étoit capable de le rejeter dans son premier état, & c'étoit ce que le docteur Willis craignoit le plus. Le troisieme objet étoit disoit-on de prévenir la dissolution du parlement ; * mais les ministres actuels n'avoient pas beaucoup à redouter de cette mesure. La popularité du roi, & l'approbation

* C'étoit du moins ce que l'opposition croyoit en ce moment.

probation générale de l'administration de M. Pitt dans toutes les provinces, lui affuroient la majorité des suffrages dans un autre parlement, & il n'y avoit pas d'apparence que M. Fox et ses amis s'avifassent de former une résolution qui probablement ne devoit pas tourner à l'avantage de son parti.

Le 18 décembre, le maire, les-échevins & le conseil de la ville de Londres s'assemblerent, & opinerent à présenter les remerciemens de la ville à M. Pitt, & aux membres du parlement qui avoient soutenu fermement les droits du parlement & du peuple dans la question agitée le 16. *On disoit aussi* que cette ville préparoit des remontrances à son altesse royale contre le renvoi de M. Pitt ; & que, comme il se retiroit du ministère aussi pauvre qu'il y étoit entré, la ville de Londres se dispoit à lui offrir une pension de trois mille livres sterling.

Le 18, la chambre des communes s'étant assemblée, le colonel Fitz-Patrick informa la chambre que M. Fox étoit si fort indisposé qu'il ne pouvoit pas se trouver à l'assemblée, & il pria M. Pitt de remettre au lendemain le rapport de ce qui s'étoit passé le 16, sur lequel on devoit délibérer. M. Pitt acquiesça à cette demande, en observant que le délai d'un jour ne pouvant pas apporter de préjudice à la situation des affaires, il consentoit volontiers à attendre que M. Fox pût être présent aux délibérations, ne voulant tirer aucun avantage de son absence.

Le 19, le chevalier Saint-Clair demanda à M. Pitt l'explication du troisieme arrêté, relativement à la maniere la plus constitutionnelle de procurer le consentement royal à l'acte de régence. M. Pitt répondit qu'il concevoit que la maniere la plus convenable seroit que les deux chambres du parlement nommassent une commission autorisée du grand sceau,

pour donner le consentement royal à l'acte qui régleroit les pouvoirs du régent.

Le rapport du comité sur les trois arrêtés ayant été lu, plusieurs membres du parlement, qui n'avoient point encore donné leur avis, parlerent pour & contre, mais ils ne dirent rien qui mérite d'être présenté ici : M. Pitt, lord North & M. Fox avoient épuisé le sujet, & l'on ne fit que répéter ce qu'ils avoient déjà dit tant de fois. M. Dempster proposa un moyen de concilier les opinions; en retranchant le mot *droit* du second arrêté, & au lieu de l'expression; ainsi que les circonstances l'exigeront, d'insérer : *en priant le prince de Galles, l'héritier apparent & en âge, de prendre sur lui l'administration du gouvernement civil & militaire, &c.* Mais M. Pitt's opposa à ce changement, en faisant voir que la question du droit du parlement à nommer le régent ayant déjà été décidée, c'étoit aller contre cette décision que de proposer un tel changement ;

M. Fox

M. Fox lui-même en convint, & M. Dempster retira sa proposition. Comme il étoit déjà tard, que le troisieme arrêté sembloit annoncer un long débat, & que M. Pitt étoit indisposé, la chambre ajourna au lundi suivant pour discuter le sujet important qu'il renfermoit.

Pendant ce court intervalle, les amis du prince ne manquerent pas de relever ce qu'il y avoit d'extraordinaire dans la marche de M. Pitt, pour ariver à l'établissement de la régence telle qu'il se la propoisoit.

“ Ils traitoient l'idée d'une commission du
 “ grand sceau, (pour représenter, dans un
 “ seul acte, l'autorité royale) non seulement de
 “ puissance éphémère, mais d'un roi postiche,
 “ imaginée pour faire une ombre de régent,
 “ que le parlement pourroit faire disparaître à
 “ son gré, puisqu'il pouvoit la produire par
 “ des moyens si étrangers à la constitution ;

“ la Grande-Bretagne cessoit dès-lors d’être
 “ une monarchie ; on n’y trouvoit plus, ni
 “ le roi, ni le représentant de la royauté ; la
 “ branche principale de cette constitution,
 “ jusqu’ici si admirée, seroit tronquée au point
 “ de n’être plus apperçue ; le parlement enva-
 “ hissoit toute l’autorité, régloit le pouvoir de
 “ la couronne, privoit l’héritier apparent de
 “ ses droits, lui lioit les mains, tendoit à
 “ l’embarrasser dans son gouvernement, pour
 “ se réserver l’influence dans toutes les me-
 “ sures ; & il étoit aisé de sentir que M. Pitt
 “ faisoit servir sa popularité dans la nation,
 “ au dessein de s’approprier tout le pouvoir,
 “ & le conserver même dans sa retraite.”

Sans être ébranlé par cette interprétation de
 sa conduite, M. Pitt continuoit à suivre son
 plan. Il ne craignoit plus que le prince de
 Galles refusât la régence avec les restrictions
 qu’il vouloit y mettre ; on disoit qu’il avoit
 lieu de croire qu’en ce cas, la reine, mécon-
 tente

tente de son altesse royale, pourroit bien se laisser persuader d'accepter la régence avec un conseil. La sagesse éprouvée de cette princesse lui avoit mérité la profonde vénération dont la nation angloise honoroit ses vertus ; son constant attachement pour le roi répondoit de la maniere dont elle feroit usage du dépôt important qui lui seroit confié ; & un conseil de régence devoit suppléer au défaut de ses connoissances dans les affaires du gouvernement. Peut être que l'appréhension que les ministres actuels ne prissent le parti de faire cette offre à sa majesté, ne contribua pas peu à faire changer de langage aux amis du prince ; car précisément en cette circonstance, ils parurent plus traitables & disposés à conseiller à son altesse royale d'accepter la régence avec les restrictions projetées.

Le lundi 22, la chambre des communes résuma ses délibérations sur le troisieme arrêté. M. Fox & ses amis espéroient de le faire re-

jetter, & leurs objections contre la proposition qu'il renfermoit paroïssent spécieuses. J'en ai donné la substance dans les pages précédentes. M. Burke's s'étendit avec prolixité sur les inconvéniens d'une commission du grand sceau pour personnifier l'autorité royale dans un acte passager. " Il soutint que dans
 " la circonstance où se trouvoient les deux
 " chambres, elles ne pouvoient pas légale-
 " ment faire usage du nom du roi pour auto-
 " riser une commission à donner le consente-
 " ment royal à un acte de parlement. Em-
 " ployer un tel moyen étoit une fraude ma-
 " nifeste, contraire aux principes de la con-
 " stitution ; ce n'étoit pas par un fantôme que
 " l'on devoit songer à remplacer l'existence
 " politique du monarque, sur-tout quand on
 " pouvoit si naturellement suppléer au vide qui
 " se trouvoit dans l'administration, en appel-
 " lant le légitime successeur à le remplir. Il
 " déclara que si on réussissoit à former ainsi
 " une vaine image de la royauté, il protestoit

“ dès ce moment contre les loix qui pour-
 “ roient en émaner, & refuseroit de s’y sou-
 “ mettre.”

Le chevalier Scott (*Solicitor Général*) ré-
 pondit à M. Burke avec énergie. “ Il posa
 “ pour base de son raisonnement, que le trône
 “ ne cessoit point d’être occupé ; que personne
 “ n’oseroit soutenir que le roi n’existoit plus,
 “ quant à la capacité politique ; on pouvoit
 “ donc, en ce cas, employer légalement son
 “ nom pour passer une commission du grand
 “ sceau ; on n’avoit point à craindre les abus
 “ d’une mesure suivie une seule fois dans un
 “ cas extraordinaire. Le droit, créé par la
 “ nécessité, étoit aussi limité par cette même
 “ nécessité. Tout ce que l’on diroit pour
 “ renverser le principe, que la capacité poli-
 “ tique du roi ne pouvoit pas cesser, tendroit
 “ aussi à embarrasser la conscience des juges,
 “ qui, tout en exerçant la justice au nom du
 “ roi dans les tribunaux, déclaroient ouverte-
 “ ment

“ ment par-là leur opinion de l'existence po-
“ litique de sa majesté, quoique dans sa capa-
“ cité naturelle il fût hors d'état d'agir.”

Lord North prit sur lui de répondre aux ar-
gumens du chevalier Scott. “ Il insista sur
“ le rétablissement de la troisieme partie de la
“ constitution ; il souhaitoit encore de voir
“ une fois le roi & les deux chambres formant
“ un seul pouvoir, mais il ne pouvoit pas
“ souffrir l'illusion des deux chambres & du
“ grand sceau présentés comme les trois
“ branches de la législation. Il donna des
“ éloges au chevalier Scott sur ses lumieres &
“ sur son habileté ; il dit qu'il avoit avancé
“ de fort beaux principes, mais qu'il étoit
“ fâché d'en voir résulter des conclusions aussi
“ inconséquentes. Il n'y avoit qu'à tourner
“ les yeux vers l'événement de la révolution.
“ Les deux chambres formerent un arrêté des
“ droits qu'elles réclamoient, (*the Bill of*
“ *Rights*) & les présenterent au prince d'Orange
“ comme

“ comme ayant un titre indisputable à les ob-
 “ tenir, & comme la condition à laquelle ils
 “ lui offroient la couronne. Ils se contente-
 “ rent de déclarer ces droits, & de présenter
 “ leur titre dans un arrêté ; ils ne prétendirent
 “ point au pouvoir de le passer en loi, jusqu’à
 “ ce que la troisieme branche de la législation
 “ fût établie. C’étoit là un exemple à suivre,
 “ au lieu de songer à faire des loix avant
 “ d’avoir rétabli le pouvoir exécutif. Et pour
 “ remplir ce vide, ce n’étoit pas un homme
 “ de paille, un instrument des ministres, un
 “ roi postiche, créé par eux, qu’il falloit pro-
 “ poser, mais un être réel, représentant essen-
 “ tiellement le roi. Cela ne se pouvoit mieux
 “ faire qu’en députant au prince de Galles,
 “ pour le prier de prendre sur lui l’adminis-
 “ tration des affaires ; alors le parlement assem-
 “ blé en forme, pourroit passer une acte de
 “ limitations & restrictions. Il seroit ensuite
 “ de leur devoir de procéder aux moyens
 “ d’assurer à sa majesté la facilité de résumer
 “ les

“ ment par-l
“ litique de
“ cité natu

“ gouvernement quand il
“ le rendre aux vœux de son
“ ment devoit aussi s’occu-
“ soin de sa personne royale, &
“ étoit de la saine politique que
“ la tutele du roi fussent en dif-
“ mains.”

Lord N
gumens d
“ le rétat

“ constit

“ une fo
“ un se
“ souff
“ gran
“ bran
“ élog
“ sur
“ de
“ f. m., il est inutile de les répéter ici.

“ ;

“ M. Pitt parla long-tems sur les exemples
“ rés de l’histoire, pour servir de regle à la
“ conduite de la chambre en cette circonstance ;
“ défendit les maximes avancées par le cheva-

lier

lier Scott. “ Il releva ce que lord North &
 “ autres avoient dit relativement au tems de
 “ la révolution. La situation étoit bien dif-
 “ férente ; le trône étoit alors vacant, il se
 “ trouvoit occupé à présent : on avoit dit que
 “ par l’acte de parlement, passé la treizieme
 “ année du regne de Charles II, les deux
 “ chambres ne pouvoient pas faire de loi sans
 “ le consentement du roi : cependant la con-
 “ duite des deux chambres, au tems de la
 “ révolution, contredisoit cette assertion ;
 “ elles avoient agi alors comme pouvoir lé-
 “ gislatif ; il n’y avoit point de roi, elles ne
 “ pouvoient faire autrement que d’agir sans
 “ un roi ; mais à présent, diroit-on que le
 “ trône étoit vacant ? la circonstance étoit-
 “ elle la même, lorsqu’en ce moment nous
 “ avions sur le trône un roi qui n’avoit rien
 “ perdu de ses droits ? sa capacité politique
 “ restoit toujours entiere, quoique par rapport
 “ à sa capacité naturelle, il ne pût pas agir.
 “ Les deux chambres ne pouvoient donc pas
 “ plus

“ plus se régler par l'acte de parlement de
 “ Charles II, qu'elles ne l'avoient fait au
 “ tems de la révolution : elles en étoient em-
 “ pêchées, autant à présent par la volonté du
 “ ciel, qu'elles l'avoient été alors par l'absence
 “ du souverain, & aussi excusables de s'en
 “ écarter à présent qu'au tems de cette glori-
 “ euse époque. On trouvoit irrégulier que
 “ le grand sceau fût employé à donner aux
 “ deux chambres la forme de parlement ; mais
 “ la même objection se pouvoit également
 “ faire contre l'adresse proposée pour déclarer
 “ le prince régent, puisque c'étoit lui donner
 “ le pouvoir de faire usage du grand sceau :
 “ or, si les chambres peuvent déléguer l'auto-
 “ rité du grand sceau, elles ont donc le pou-
 “ voir d'en déterminer l'usage. Le moyen
 “ proposé pour compléter l'autorité législative,
 “ en priant le prince de prendre sur lui l'ad-
 “ ministration des affaires, lui paroissoit con-
 “ traire à la constitution, & tendant à abuser
 “ du nom du roi, sans son consentement : ou
 “ bien

“ bien au nom du roi ; s’il agissoit en son
 “ propre nom, c’étoit déposséder sa majesté ;
 “ s’il agissoit au nom du roi, ce ne pouvoit
 “ pas en ce cas-ci être avec consentement de
 “ sa majesté. Le grand principe, que la mo-
 “ narchie de la Grande-Bretagne est hérédi-
 “ taire, se trouve fondé sur ce que la capacité
 “ politique du roi reste toujours entière ; c’est
 “ ce principe qui protège le roi enfant au
 “ berceau, ainsi que le roi accablé d’années
 “ & d’infirmités en son lit. Si le chancelier
 “ appose le grand sceau à un acte, personne
 “ ne prétendra que cet acte n’ait pas force de
 “ loi ; ce seroit une présomption dans le
 “ chancelier d’apposer de son chef le grand
 “ sceau à un acte qui supposeroit la volonté
 “ du roi sans son consentement ; mais si ce
 “ consentement ne peut pas être manifesté.
 “ sans l’apposition du grand sceau, ne seroit-
 “ ce pas une témérité que de traiter les de-
 “ cisions du grand conseil de la nation pour
 “ guider la capacité politique de roi dans ce

“ moment urgent) de fraude manifeste & de
 “ vaine fiction ? s’il devoit y avoir des restric-
 “ tions & limitations, c’est ce qui seroit
 “ examiné dans la fuite. La question étoit
 “ de savoir si, en accordant toute l’autorité
 “ royale au régent, on ne courroit pas le
 “ risque de voir diminuer le pouvoir du lé-
 “ gitime possesseur du trône, quand il plairoit
 “ à la Providence de l’y rétablir.” M. Pitt
 conclut par être d’avis que les changemens
 proposés pour le troisieme arrêté fussent re-
 jettés, & que l’arrêté fût adopté de la maniere
 qu’il l’avoit présenté ; plusieurs membres de la
 chambre se leverent, & il y eut encore quel-
 ques discussions, mais à minuit on fut aux
 voix, & l’arrêté passa, dans les termes pro-
 posés par M. Pitt, à la pluralité de soixante-
 treize voix.

Le 26, la chambre des pairs adopta les
 arrêtés de la chambre des communes par une
 pluralité de trente-trois voix. La séance fut
 fort

fort longue, & les débats très-vifs : ceux qui s'y distinguèrent le plus furent le chancelier, lord Loughborough, lord Abingdon, lord Landfdown, lord Camden, lord Rawdon, lord Stormont, lord Carlisle & lord Hawkesbury. Un gros volume ne suffiroit pas pour rapporter les discours de tous ceux qui parlèrent dans les deux chambres sur ce sujet ; je ne prétends ici qu'à mettre sous les yeux du lecteur la substance de ceux qui offrent quelque nouvel argument. Lord Abingdon, qui se piquoit de n'être d'aucun parti, introduisit une insinuation fort délicate sur un sujet étranger à la question du droit du prince, mais dont il tira la conclusion à laquelle il tendoit. “ La couronne est héréditaire, dit-il, mais conditionnellement. Par l'acte passé la première année du règne de Guillaume & Marie, (statut 2. ch. 2.) il est statué que quiconque épousera une personne de la communion romaine sera exclu de l'hérédité du trône : supposant donc que

“ l’héritier de la couronne se trouve dans le
“ cas prononcé par l’acte, au moment de la
“ succession : qui fera le juge du fait ? fera-ce
“ le parlement ? Ce ne peut pas être l’inten-
“ tion de la loi ; car le roi, qui fait une des
“ parties constituantes du parlement, ne con-
“ courroit certainement pas à s’exclure. Il
“ appartient donc aux deux chambres du par-
“ lement de statuer dans un cas semblable, ou
“ analogue ; les deux chambres ont donc le
“ privilège de décider sur le droit & la forme
“ de la succession sans la concurrence du roi ;
“ c’est un droit inhérent en elles, dans tous
“ les cas de doute, ou de nécessité, & sur-
“ tout dans celui-ci, par tant de raisons déjà
“ alléguées.”

Lord Rawdon ayant renouvelé la propo-
sition de prier le prince de Galles de prendre
sur lui l’administration des affaires, & d’en
faire partie du premier arrêté pour annuler
les deux autres ; lord Camden traita cette
idée

idée d'absurde & de ridicule : “ c'étoit vouloir
 “ que la chambre des pairs reconnût que tout
 “ ce qu'elle avoit fait jusqu'ici étoit futile &
 “ vain ; en adoptant le moyen proposé, elle
 “ effaçoit tout ce qu'elle avoit déjà déclaré
 “ sur ce sujet. Lord Camden s'étendit sur
 “ les exemples tirés de l'histoire, & leur
 “ trouva la plus grande analogie au cas pré-
 “ sent. Il inféra, de l'examen qu'il en pré-
 “ senta, que toutes les fois que, pendant la
 “ vie du roi, l'autorité royale avoit été exercée
 “ par un régent, un protecteur ou un vice-
 “ roi, cette autorité avoit toujours pris sa
 “ source dans les deux chambres du parle-
 “ ment, & n'avoit jamais été exercée, ni
 “ même réclamée comme un droit, par l'héri-
 “ tier apparent, ou l'héritier présomptif.—
 “ C'étoit une maxime fondamentale, que si
 “ le roi se trouvoit hors d'état d'agir, par
 “ raison d'enfance, ou de maladie, l'héritier
 “ du trône n'avoit aucun droit d'intervenir
 “ pour lui enlever la couronne, ou s'emparer

“ du pouvoir exécutif. Il n’y avoit point
 “ d’exemple qu’aucun régent, ou vice roi, eût
 “ jamais été investi de toute l’autorité royale.
 “ C’étoit une chose inconnue dans la consti-
 “ tution, qui n’avoit jamais encore été pro-
 “ posée, & qui ne pouvoit être admise. Les
 “ pairs & les communes avoient seuls le droit
 “ de nommer un régent & de régler ses pou-
 “ voirs ; vouloir proceder autrement étoit
 “ attaquer la constitution dans ses principes.
 “ Dans la situation présente, il étoit d’avis
 “ que l’on mît peu de restrictions à l’autorité
 “ du régent ; qu’il eût le pouvoir de choisir
 “ ses ministres, de faire des traités avec les
 “ puissances étrangères ; enfin tout ce qui
 “ étoit nécessaire pour conduire le gouverne-
 “ ment pendant la maladie du roi. On ne
 “ pouvoit accorder davantage, à moins que le
 “ roi ne fût déposé ; priver un monarque de
 “ tout le pouvoir, c’étoit le chasser du trône.
 “ Il se flattoit qu’il n’y avoit personne qui
 “ desirât voir arriver un tel événement, tant

L

“ que

“ que le roi vivroit ; & cependant, si le prince
 “ de Galles étoit déclaré seul régent avec tout
 “ le pouvoir de la royauté, que devenoit la
 “ couronne de sa majesté ? N'étoit-elle pas
 “ usurpée, & comme arrachée de cette tête
 “ sur laquelle elle avoit été fixée pour la
 “ vie ? ”

Lord Stormont ayant soutenu que les deux
 chambres du parlement n'avoient aucun droit
 de régler le pouvoir du régent, ni même de
 rien décider sur un objet de la moindre con-
 séquence, jusqu'à ce que le pouvoir législatif
 fût complet, ce qui rendoit nécessaire une dé-
 putation au prince, pour le prier de se charger
 du pouvoir exécutif, le duc de Richmond en-
 appella à la chambre pour juger si l'offre de
 tout le pouvoir royal, faite par le parlement au
 prince, ne seroit pas un acte d'autorité & de
 législation aussi complet & aussi éclatant
 qu'aucun autre qui pût s'imaginer ?

Lord

Lord Lansdown. s'exprima avec beaucoup de force & de clarté sur l'importante question en délibération.

“ Il tourna en ridicule la crainte que l'on
“ prétendoit inspirer sur le danger de la dis-
“ cuter, relativement à l'Irlande & à l'Ecosse.
“ Il soutint que les ministres avoient eu raison
“ de persister à ce que la question du droit du
“ prince fût examinée, & qu'ils étoient fon-
“ dés à maintenir l'opinion qu'ils en-avoient
“ déclaré. Il étoit convaincu que les rois
“ n'avoient aucuns droits essentiels inhérens.
“ Les peuples avoient des droits essentiels,
“ mais les roi & les princes n'en avoient
“ aucuns. Il cita l'opinion du juge Forster :
“ *Que l'autorité royale étoit un dépôt confié à un*
“ *seul pour l'avantage de plusieurs millions, pen-*
“ *dant plusieurs siècles ; & que les deux chambres*
“ *du parlement avoient le droit de le changer, &*
“ *de le régler comme elles le jugeroient à propos.*”

Lord

Lord Loughborough ne fit que répéter ce qu'il avoit dit avant, sur le défaut d'analogie dans les exemples allégués, & sur le droit du prince à être déclaré régent. Quoiqu'il fût regardé comme l'auteur de cette dernière idée, il ne satisfait pas même ses amis sur ce sujet, autant que M. Fox l'avoit fait, & il parut en cette occasion au-dessous de lui-même; c'est pourquoi je ne ferai point ici l'extrait de son discours.

Le chancelier, après lui, prit la parole & répondit à ce que lord Rawdon & lord Loughborough avoient avancé. “ Il dit que les ex-
 “ pressions du changement proposé étoient
 “ vagues & vides de sens. Il demanda quelle
 “ idée on attachoit au titre de régent, car;
 “ pour lui, il ne la trouvoit définie nulle part :
 “ C'étoit un être inconnu à la constitution.
 “ On vouloit que ce régent eût l'administra-
 “ tion du pouvoir exécutif : si l'on avoit en-
 “ tendu par-là toute l'autorité royale, sans
 “ restriction,

“ restriction, on auroit dû le dire ; & dans ce
 “ cas, il espéroit que la chambre des pairs ne
 “ seroit pas d’une opinion qui tendoit à dé-
 “ trôner le roi, à lui arracher des mains le
 “ sceptre qu’il avoit tenu si long-tems & si
 “ heureusement pour ce pays. Il trouva fort
 “ inconséquent que l’on admît dans les deux
 “ chambres le pouvoir de nommer un régent,
 “ en même tems que l’on leur contestoit le
 “ droit de borner son autorité. Il fit l’éloge
 “ du prince de Galles, & dit que les ministres,
 “ en défendant les droits d’une couronne, qui
 “ devoit lui appartenir un jour, prouvoient
 “ plus leur dévouement à son altesse royale
 “ que les champions indiscrets d’un droit pré-
 “ tendu qui attaquoit la prérogative de la
 “ royauté. Il entra dans l’examen des exam-
 “ ples tirés de l’histoire, fit voir leur rapport
 “ à la situation présente, & conclut par rejeter
 “ par le changement proposé.”

Le 29, la chambre des pairs s'étant encore
 assemblée, les seigneurs de l'opposition furent
 très-pressans pour savoir l'intention des mi-
 nistres relativement aux restrictions qu'ils
 avoient dessein de mettre au pouvoir du ré-
 gent. Après un débat assez vif à ce sujet, le
 duc de Richmond se leva pour justifier les
 ministres sur leur silence. " Il représenta que
 " jusqu'à ce que la *question de droit* eût été dé-
 " cidée, on n'avoit pu s'occuper de la nature
 " des restrictions. Ce moment étant venu,
 " les ministres se montreroient empressés à les
 " communiquer au prince, avec le respect qui
 " lui étoit dû, & comme il étoit de leur de-
 " voir de le faire. Son altesse royale, dont
 " l'esprit & le jugement étoient généralement
 " reconnus, jugeroit alors quels étoient ceux
 " qui lui étoient le plus sincèrement attachés ;
 " et si leur conduite n'étoit pas faussement
 " représentée par des intentions les plus per-
 " nicieuses, le prince sentiroit lui-même que
 " son intérêt, si étroitement lié à celui du
 " peuple,

“ peuple, demandoit qu’il conservât des ministres qui avoient amené l’état au degré de prospérité dont il jouissoit.”

Le 30 Décembre, les ministres firent part au prince des bornes & restrictions qu’ils proposeroient de mettre au pouvoir du régent. Deux considérations les avoient déterminés à faire cette démarche ; l’une, pour donner au prince de Galles le témoignage qu’ils lui devoient de leur déférence & de leur respect ; l’autre, afin de l’engager à consentir à ces restrictions, & d’éviter par-là l’opposition que son parti ne manqueroit pas de former à l’acte de régence, si le prince ne l’approuvoit pas d’avance.

Les restrictions étoient : que le régent ne pourroit point créer de pairs ; qu’il ne pourroit pas donner de places ou emplois pour la vie, mais que s’il venoit à en vaquer de cette nature, il les rempliroit à son gré ; enfin, qu’il

ne pourroit faire aucun changement dans la maison du roi, mais que la reine en auroit l'administration. Ces trois points exceptés, toute l'autorité du pouvoir exécutif devoit être conférée au prince.

La situation étoit embarrassante. Accepter ces conditions étoit (selon les partisans de son altesse royale) prendre en main les rênes d'un gouvernement foible, qui ne pourroit résister aux efforts de M. Pitt & de ses amis, si jamais ils vouloient s'opposer aux mesures de l'administration du prince. Ne pouvant pas créer de pairs, la pluralité de suffrages dans la chambre haute seroit contre lui ; la seconde restriction l'empêchoit d'augmenter son intérêt dans la chambre basse, & la troisième lui enlevoit les moyens de fortifier son parti dans les deux chambres. D'un autre côté, en résistant, on craignoit de fournir aux ministres un prétexte plausible d'offrir la régence à la reine, ou même de former un conseil de régence

fans elle ou le prince. La popularité de M. Pitt croissoit tous les jours ; & celle de M. Fox, déjà fort affoiblie par sa coalition avec lord North, venoit de recevoir un coup mortel pour les principes dont il s'étoit fait honneur jusqu'à présent. La malheureuse question du droit du prince, qu'il avoit mise en avant, paroïssoit à la nation convenir plutôt à un *Tory* qu'à un *Whig*, & M. Pitt, dont l'administration avoit été depuis cinq ans si généralement approuvée, étoit, de plus, regardé en ce moment comme le défenseur zélé des droits du parlement & du peuple. Avec ces avantages, rien ne lui seroit impossible de ce qui paroîtroit raisonnable ; & les intérêts du roi, que ces restrictions favorisoient, se trouvant liés avec son plan, il étoit dangereux n'y pas souscrire. On résolut donc d'accepter.

Les amis du prince l'y déterminèrent, en faisant sentir à son altesse royale que cette situation

tion gênante ne pouvoit pas durer long-tems. Si le roi recouvroit l'usage de sa raison, on devoit naturellement s'attendre à voir les choses rentrer dans l'état où elles étoient avant sa maladie ; si au contraire le mal continuoit le même, pendant un an seulement, la plus grande partie des courtisans, commençant à désespérer de sa guérison, le quitteroient peu-à-peu & rechercheroient la faveur du prince ; ce seroit alors le tems de faire lever ces restrictions, qui ne pouvoient, en tous les cas, être que de courte durée. En attendant il suffiroit de ne rien innover, de crainte de donner lieu à la moindre opposition ; & après que l'on auroit fait passer les subsides, on pourroit proroger le parlement, & jouir tranquillement du pouvoir jusqu'à une époque plus favorable.

En conséquence de cette résolution, tout sembloit devoir finir bientôt & paisiblement, lorsqu'un accident, aussi fâcheux qu'imprévu,

vint encore déconcerter des mesures aussi bien prises. La chambre des communes s'étoit ajournée jusqu'au 5 janvier, mais le 2 au matin, M. Cornwall, orateur de la chambre, mourut au moment où l'on s'y attendoit le moins. Dans toutes les grandes assemblées nationales, il importe à un parti d'avoir un président qui penche en sa faveur. Celui de la chambre des communes est toujours élu parmi ceux des membres dont la réputation d'intégrité est la plus généralement reconnue ; mais un président est un homme ; c'est aussi un membre du parlement, qui a tenu plus ou moins à un parti, & qui se sent obligé à ceux qui l'ont fait élire. Il a beau avoir dessein d'être impartial, il penchera, sans le vouloir, pour l'opinion de ses amis. Les soins que prend chaque parti pour faire choisir un d'eux viennent à l'appui de mon sentiment. Le 5 janvier la chambre des communes, s'étant donc assemblée, procéda à l'élection d'un orateur ou président. L'opposition proposa le chevalier

chevalier Elliot, & le parti de l'administration M. Guillaume Grenville, frere du marquis de Buckingham, alors vice-roi en Irlande. Ce dernier fut élu à pluralité de 71 voix. L'orateur ayant pris son siège, la chambre reçut le rapport que la chambre des pairs avait approuvé les trois arrêtés. Les communes ajournerent au lendemain, jour des Rois, & les pairs à la huitaine.

On s'attendoit, le 6, à voir M. Pitt proposer le *Bill* de la régence avec les restrictions, lorsque l'opposition éleva des doutes dans la chambre des communes sur le véritable état de la santé du roi. Il y eut des débats très-vifs ; on reprocha au ministère de répandre artificieusement le bruit d'une amélioration manifeste dans la maladie de sa majesté, afin de faire passer plus aisément les restrictions qu'ils prétendoient mettre à l'autorité du régent. M. Fox accusa sur-tout le chancelier d'avoir eu dessein d'en imposer à cet égard à

la nation; & le résultat de cette séance tumultueuse fut que les médecins seroient examinés de nouveau par le comité, & que le rapport de leur déposition seroit ouï le surlendemain. Le vide occasionné dans le comité, par l'élection de M. Grenville, fut rempli par M. Loveden, membre dans l'opposition.

Au lieu de deux jours, l'examen des médecins dura une semaine. Les raisons qui l'avoient fait demander, cachotent un objet de la plus grande importance pour l'opposition. Il ne s'agissoit de rien moins que d'exciter un orage qui devoit éclater sur la tête de la reine; d'abaïsser aux yeux de la nation la haute opinion que l'on y avoit conçu, depuis vingt-sept ans, de ses vertus. Pendant tout ce tems-là, quelques malheurs qui fussent arrivés au gouvernement d'Angleterre, quelques différences qu'il y eût eu dans les conseils, quelque anion osité qui eût régné dans les partis, rien n'avoit

n'avoit jamais été imputé à la reine : son caractère avoit constamment été aimé, respecté & vénéré : mais le consentement, obtenu d'elle par les ministres, pour accepter la régence au refus du prince, pour prendre l'administration de la maison du roi, au lieu de son altesse royale, effaçoient tout-à-coup la vive impression d'un si grand mérite, & dévoiloient aux yeux, offusqués, disoit-on, depuis longtemps, une princesse ambitieuse, une mauvaise mere, qui ne consultoit que son intérêt propre, auquel elle sacrifioit tout ce qu'elle devoit au prince son fils. On l'accusoit d'avoir employé son autorité pour obliger les médecins à donner, sur la santé du roi, des bulletins plus favorables qu'ils ne devoient être ; & cela afin de faciliter aux ministres l'accomplissement de leur plan de la régence. On lui reprochoit d'avoir refusé au prince la connoissance exacte du véritable état du roi, & d'avoir causé par-là le retard & la confusion qui embarrassoient les affaires. Cela

devoit

devoit paroître évident par le nouvel examen des médecins ; il devoit paroître auffi que le roi ne se portoit pas mieux qu'au tems du premier examen, & que la probabilité de sa guérifon devenant tous les jours moindre, il réfultoit de là que le pouvoir du régent ne devoit pas être auffi borné que l'on se l'étoit propofé d'abord, & fur-tout qu'il importoit à la nation que la reine n'eût pas feule la tutelle du roi, & encore moins l'adminiftration de fa maifon. Tel étoit le langage des amis du prince & de fon parti pendant que fe paffoit l'examen important des médecins.

Ce moyen ne répondit pas à ce que l'oppofition s'en étoit promis. Le chevalier Baker & le docteur Warren furent d'avis, à la vérité, que le roi n'étoit pas mieux qu'au tems du premier examen, fans cependant en inférer qu'il y avoit pour cela moins de probabilité de fa guérifon. Les quatre autres médecins, Pepys, Gifborne; Reynolds & Willis,

Willis, affurèrent que sa majesté étoit mieux, & qu'il y avoit une plus grande probabilité de sa guérison qu'auparavant. Le dernier surtout, qui avoit le plus d'expérience en ce genre de maladie, dit qu'il avoit de fortes espérances du rétablissement du roi ; il fonda son opinion sur ce qu'il avoit de plus longs intervalles de raison ; qu'il lisoit & faisoit de judicieuses observations sur ses lectures, (ce qu'il ne faisoit pas quinze jours avant) & que l'on n'étoit pas obligé d'employer aussi souvent avec lui les moyens de contrainte exercés au commencement.

Le rapport de cet examen ayant été fait le 13 janvier devant la chambre des communes, il fut ordonné qu'il seroit imprimé pour l'information des membres de la chambre, & qu'elle s'assembleroit en comité le 16 pour prendre en considération l'état de la nation.



Le

Le 16, M. Pitt fit un discours de deux heures & demie, dans lequel, après avoir présenté l'opinion des médecins, & justifié la reine des imputations injurieuses élevées contre elle, il proposa son plan de régence en forme de résolutions, & il en appuya chaque partie sur les motifs déjà allégués en plusieurs endroits de ce récit. Sur l'objection qui lui avoit été faite, qu'il tendoit à former un gouvernement foible, il dit que ceux qui composoient l'administration actuelle n'étoient pas une association de gens désespérés, disposés à faire des cabales uniquement pour embarrasser le ministère futur ; & il protesta contre l'intention de s'opposer à leurs mesures, à moins qu'il ne s'y trouvât forcé par son devoir envers son souverain & la nation. Il exposa ensuite son plan, renfermé dans les résolutions suivantes : 1°. Que le prince de Galles seroit déclaré seul régent, & investi de toute l'autorité royale, limitée par certaines restrictions. 2°. Qu'il ne pourroit pas créer
de

de pairs, excepté les personnes de la famille royale à l'âge de 21 ans. 3°. Que le régent ne pourroit point donner de pensions ni de places à vie, mais seulement remplir les places inamovibles, comme les juges, &c. qui viendroient à vaquer. 4°. Qu'il ne pourroit point disposer des biens personnels du roi. 5°. Que la tutelle de sa majesté seroit confiée à la reine, ainsi que l'administration de la maison du roi, avec un conseil pour l'assister, mais qui n'auroit pas le pouvoir de s'opposer à ses déterminations.

M. Powys, Lord North, M. Fullarton, & quelques autres membres, s'élevèrent avec force contre ce plan de la régence, & le combattirent avec les mêmes argumens déjà employés, & qu'il est par conséquent inutile de rapporter. M. Sheridan prononça un long discours plein d'esprit & d'invectives contre M. Pitt, qui dédaigna d'y répondre; après quoi l'on fut aux voix, & les résolutions furent

furent adoptées par une grande majorité, excepté la cinquième, qui fut renvoyée à être examinée le lundi suivant.

Le lundi 19 janvier, la cinquième résolution fut discutée dans une très-longue séance; elle passa à la majorité de 64 voix; il fut arrêté ensuite que les cinq résolutions seroient communiquées le lendemain à la chambre des pairs, qui les reçut & en remit la discussion au jeudi suivant.

Il étoit presque impossible de présenter de nouveaux argumens sur des questions si longtemps débattues; ainsi l'on ne fera pas surpris que je ne fasse pas l'analyse des discours qui se firent de part & d'autre sur ce sujet. Des deux côtés chacun parut avoir rassemblé toutes ses forces pour produire un effet utile au parti qu'il suivoit. Lord North n'avoit jamais montré plus d'éloquence, d'énergie & de dialectique qu'il en fit voir le 16 & le 19. M. Fox,

Fox, dans son discours du 19, réunit tous les talens brillans dont il étoit doué, pour rendre plausibles les raisons qu'il opposoit au plan de son antagoniste; mais tout cela ne servit qu'à prolonger les séances; & à donner plus d'éclat au triomphe de M. Pitt. L'argument des amis du prince, qui fit le plus d'impression, fut qu'en donnant à la reine le pouvoir de disposer de tant de grands emplois, c'étoit, non-seulement priver le régent de toute l'influence qui étoit nécessaire pour conduire avec succès les rênes du gouvernement; mais on créoit par-là une quatrième puissance inconnue jusqu'ici à la constitution; on donnoit à la reine une autorité qui pouvoit devenir abusive, si sa majesté étoit mal conseillée, sans qu'il y eût aucune responsabilité, le conseil qui lui étoit destiné ne devant avoir aucune autorité pour s'opposer à ses déterminations. Le chevalier Scot & autres répondirent, en représentant la nécessité où l'on étoit de ne pas investir le régent de tout le

L

pouvoir

pouvoir du roi, ce qui seroit en effet détrôner sa majesté. “ Ils dirent qu’il étoit indécemment de supposer qu’en confiant l’administration de la maison du roi à la reine, c’étoit la mettre entre des mains ennemies du gouvernement de son fils. De quelque côté que l’on envisageât la situation des affaires, il y avoit des inconvéniens ; & puisque le devoir des deux chambres, en nommant un régent, étoit de ménager au roi la facilité de reprendre le timon des affaires, lorsqu’il auroit recouvré la raison, il étoit de leur prudence de ne pas laisser tout le pouvoir entre les mains de celui qui devoit gouverner pendant son incapacité.”

M. Rolle annonça qu’il donneroit son consentement à la nomination du prince de Galles à la régence, supposé cependant que son altesse royale n’eût pas contracté avec une personne de la religion romaine un mariage légal ou de conscience. Le chevalier Basset l’accusa

l'accusa d'aller contre les formes de la chambre en introduisant une telle supposition, dénuée de toute autorité ; mais il insista sur son intention d'agiter cette question lorsque l'on passeroit l'acte de régence, malgré toutes les menaces & les efforts que l'on pourroit lui opposer. Lord North s'éleva contre un dessein tellement hors de propos, & si peu fondé, mais M. Rolle ne parut pas se rendre à ses sages observations.

Il s'agissoit ici d'une dame de condition, veuve, & de la religion romaine. Depuis quelques années, il subsistoit une liaison étroite entre elle & le prince de Galles, ce qui avoit donné lieu au bruit qui s'étoit répandu qu'ils étoient mariés. Il avoit été question, l'année précédente, d'approfondir ce mystère dans la chambre des communes ; mais M. Fox ayant déclaré qu'il étoit autorisé à affirmer que ce bruit n'avoit pas le moindre fondement, on n'y avoit plus fait d'attention

Sur la connoissance que M. Pitt eut de l'idée de M. Rolle de faire revivre cette affaire, il fit son possible pour l'en dissuader, mais en vain ; quoique M. Rolle lui fût fort attaché, il ne voulut jamais se déister du parti qu'il avoit pris.

Dans quelque sens que l'on envisageât cette question, elle étoit odieuse, inutile, & ne pouvoit même servir aucune vue sinistre contre le prince. Il est vrai que par l'acte passé la première année du roi Guillaume III, éité malicieusement par lord Abingdon, le 26 décembre, dans la chambre des pairs, si un prince de la famille royale épousoit une personne faisant profession de la religion catholique romaine, il devoit être exclus de l'hérédité du trône ; mais, outre qu'il n'y avoit pas lieu de penser que le prince de Galles fût dans le cas prononcé par cet acte, il existoit un autre acte, passé sous le regne de son pere, par lequel aucun prince de la famille royale ne pouvoit se marier sans avoir préalablement demandé

demandé & obtenu le consentement du roi? Or cette démarche n'ayant jamais été faite, le prince ne pouvoit pas avoir contracté un mariage valide, & la supposition d'un tel fait se détruisoit d'elle-même.

Le jeudi & le vendredi suivant, la chambre des pairs adopta les cinq résolutions de la chambre des communes, qui devoient former la base de l'acte de régence. Il y eut de fortes altercations; le chancelier, lord Camden, d'un côté, lord Stormont & lord Rawdon de l'autre, furent ceux qui se distinguèrent le plus dans ces débats; mais on ne fit qu'y répéter ce qui s'étoit déjà avancé plusieurs fois. Lord Camden tourna en ridicule la crainte qu'avoient les amis du prince qu'il n'eût pas assez d'autorité pour bien conduire les affaires du gouvernement. “ Il demanda
 “ s'il ne suffisoit pas à des ministres bien
 “ intentionnés d'avoir la disposition des em-
 “ plois dans l'armée, dans la marine, dans les

“ douanes, les aydes, dans les Indes orien-
 “ tales. & occidentales, & dans l’Irlande ?
 “ Puisqu’ils desirent, dit-il, d’être populaires,
 “ qu’ont-ils tant besoin d’influence ? Ils n’ont
 “ qu’à s’appliquer à *augmenter les revenus*, à
 “ *fortifier les intérêts de la couronne par des*
 “ *alliances étrangères, à faire fleurir le com-*
 “ *merce & l’étendre ; à diminuer la dette pub-*
 “ *lique, enrichir le négociant, procurer le débit*
 “ *des manufactures ;* qu’ils mettent ces moyens
 “ en œuvre, & ils n’auront besoin, ni de l’in-
 “ fluence de la maison du roi, ni de créer de
 “ nouveaux pairs. Ils auront les suffrages de
 “ la nation, qui retentiront comme autant
 “ d’échos dans toutes les parties du royaume,
 “ comme il arrive à présent au ministre, dont
 “ les talens & l’intégrité lui ont mérité une
 “ distinction si honorable & si flatteuse.” Le
 chancelier combattit avec beaucoup de force
 l’opinion que l’on cherchoit à établir, qu’il
 subsistoit des divisions entre le prince & la
 reine ; il soutint qu’elle n’avoit aucun fon-
 dement,

dement, & que le pouvoir donné à sa majesté de disposer des emplois dans la maison du roi, ne devoit être exercé qu'en faveur & pour l'avantage du gouvernement de son fils ; &, lorsque les lords, dans l'opposition, firent les plus grands efforts pour faire attribuer l'administration de la maison du roi au prince, il s'écria, d'un ton véhément & pathétique :

“ Quoi ! le souverain de trois royaumes seroit
 “ réduit à une situation abjecte ! Non, je
 “ réclame pour le roi les droits d'un roi qui
 “ est malade ; je réclame pour le roi les
 “ marques de royauté que la nation a jugées
 “ nécessaires à la situation d'un roi. J'insiste
 “ sur les droits appartenans à la majesté du
 “ trône, & y aura-t-il un seul pair ici qui ose
 “ les lui refuser ? Je proteste devant Dieu que
 “ je n'aurois jamais cru qu'il y eût eu un seul
 “ des lords ici présens, qui desirât voir le roi
 “ dépouillé de tous les ornemens de la royauté, & réduit à un état d'humiliation & d'abandon ; dans le tems sur-tout où il

“ éprouve le plus grand des revers ; un roi
“ délaissé au moment de la plus grande né-
“ cessité, par ceux qui ont ressenti autrefois
“ les effets de sa bonté.”

Le 27, M. Pitt proposa de voter une adresse au prince de Galles, pour supplier son altesse royale d'accepter la régence aux termes prescrits par les arrêtés du parlement, & une autre à la reine, pour la prier de se charger de l'administration de la maison du roi. Cette mesure étoit imprevue, & surprit les amis du prince. Ils trouverent à redire que M. Pitt eût changé son plan, & s'opposèrent à ces adresses ; mais la proposition passa sans aller aux voix. Le ministère actuel cherchoit à s'assurer du consentement du prince avant de proposer dans les deux chambres l'acte de régence fondé sur les arrêtés, afin de s'épargner par-là, les longs débats qui pouvoient s'en suivre. Il paroissoit d'ailleurs que par ce moyen on éviteroit peut-être aussi de créer la
commission.

commission du grand sceau pour donner la sanction à cet acte, mais la suite fit voir le contraire. Le 28, la chambre des pairs adopta les mêmes résolutions, d'adresser le prince & la reine, & le jour suivant les deux chambres conférèrent ensemble sur le nombre des députés qui devoient être envoyés à l'un & à l'autre. Deux pairs & quatre membres de la chambre des communes furent choisis pour chaque députation.

M. Fox ne fut pas présent à ces séances. Il étoit parti pour Bath le 26. Sa retraite, dans un moment aussi critique, donna lieu à plusieurs conjectures. La raison alléguée par ses amis, & la plus naturelle, étoit que la fatigue extrême du voyage avoit altéré sa santé, au point qu'il avoit à peine pu se trouver aux débats les plus intéressans, & que regardant l'affaire de la régence comme finie, il n'avoit pas cru nécessaire d'assister à ce qui restoit à faire pour la forme du *bill* ; & ses médecins l'ayant

'ayant pressé d'essayer si les eaux de Bath pourroient lui être utiles, il avoit profité de cet intervalle pour se reposer & tâcher de se remettre. D'autres disoient que M. Rolle, persistant toujours à faire sa *motion*, relativement au mariage prétendu du prince, se proposoit de sommer M. Fox de déclarer quelle autorité il avoit eue pour assurer qu'il n'existoit pas ; & que celui-ci, par des motifs de délicatesse, de prudence, & peut-être aussi engagé par son altesse royale, avoit jugé à propos d'être absent dans cette circonstance embarrassante. D'autres disoient encore, que M. Fox, ayant éprouvé quelques dégoûts sur les arrangements futurs de l'administration, s'étoit retiré à Bath ; mais ce bruit n'avoit aucun fondement.

Les députés des deux chambres se rendirent le 30 chez le prince & chez la reine avec les adresses. Le prince les reçut assis & lut sa réponse. " Elle portoit en substance, qu'il
" accepteroit la régence aux conditions pres-
" crites.

“ crites, dans la supposition cependant qu’el-
 “ les n’étoient que pour un tems, & procé-
 “ doient de l’espérance que l’on nourrissoit de
 “ la prompte guérison du roi. Il leur remit
 “ ensuite sa réponse par écrit.” La reine
 accepta simplement & sans observations.

Le 31 Janvier, la chambre des pairs s’assem-
 bla pour délibérer sur le moyen qui devoit être
 employé pour ouvrir le parlement & passer
 l’acte de régence. On commença par y faire
 la lecture des réponses du prince & de la reine,
 après quoi lord Camden, président du conseil,
 se leva pour proposer de nommer une com-
 mission du grand sceau, afin de donner la
 sanction à tout ce qui avoit été fait en pro-
 curant le consentement royal aux arrêtés des
 deux chambres. “ Ce devoit être, dit-il, le
 “ résultat naturel & la conclusion de cette
 “ grande affaire, sans quoi, tout ce qui avoit
 “ été fait jusqu’ici devenoit vain & inutile.
 “ Il prévoyoit tout ce que l’on pourroit ob-
 “ jecter

“ jeter contre l'idée de constituer une com-
“ mission du grand sceau pour manifester le
“ consentement du roi, lorsque son incapacité
“ naturelle ne lui permettoit pas de la figer ;
“ mais on ne pouvoit pas imaginer un autre
“ moyen plus convenable.”

“ On avoit élevé une question de droit, &
“ quoiqu'elle eût été avancée & défendue par
“ un sénateur éminent de l'autre chambre,
“ avec toute l'énergie & l'habileté qui bril-
“ loient en lui ; quoiqu'un autre membre de
“ cette chambre-ci, distingué par ses profondes
“ connoissances dans la loi, se fût engagé,
“ comme juge & jurisconsulte, à prouver que
“ le droit d'être régent étoit inhérent au
“ prince de Galles ; cependant, cette question
“ avoit été abandonnée, on y avoit renoncé,
“ & ces expressions, si fortes & si remarqua-
“ bles, avoient fini par être de vaines déclara-
“ tions qui n'étoient appuyées en aucune
“ façon par la loi, ni par la lettre ou l'esprit de
“ la

“ la constitution. La discussion des exemples
 “ précédens avoit ensuite succédé, mais les
 “ argumens que l’on avoit voulu en tirer con-
 “ tre le plan proposé par l’administration;
 “ n’avoient produit aucun effet ; il avoit paru
 “ au contraire, que dans toutes les situations
 “ où ce royaume s’étoit trouvé, lorsque la ca-
 “ pacité naturelle du roi avoit manqué, son
 “ autorité politique étoit dévolue à la nation,
 “ ou à ses représentans. On s’étoit rejeté
 “ après cela sur les restrictions du pouvoir du
 “ régent ; cette tentative n’avoit pas eu plus
 “ de succès, car dans tous les exemples qui
 “ avoient été cités, il avoit paru que le régent
 “ avoit été plus restreint dans son autorité que
 “ ne devoit être le prince dans cette circon-
 “ stance. La distinction faite, d’un prince
 “ de Galles en âge, n’avoit eu aucun poids
 “ dès qu’il avoit été décidé que son altesse
 “ royale n’avoit pas plus de droit à la régence
 “ qu’aucun autre sujet. Tous ces points ayant
 “ été discutés avec précision, la pluralité dans
 “ les deux chambres ayant approuvé les réso-

" luteurs présentées au prince, & son altesse
 " royale ayant accepté la régence aux termes
 " présents, il ne restoit qu'à sanctionner l'acte
 " de la régence; cela ne pouvoit se faire que par
 " une commission du grand sceau. La capacité
 " naturelle du roi étoit absente, mais sa capa-
 " cité politique subsistoit toujours. Le roi ne
 " pouvoit mourir. C'étoit au parlement à
 " suppléer à ce qui manquoit, en ordonnant
 " que le grand sceau fût apposé pour ratifier
 " ce que les deux chambres avoient résolu;
 " & nommer le prince de Galles seul régent,
 " avec les restrictions déterminées. Si l'on
 " imaginoit un moyen plus convenable, on de-
 " voit le proposer. On diroit peut-être, que
 " la commission du grand sceau, pour un tel
 " acte, étoit une mesure illégale, mais per-
 " sonne ne dit que'elle n'étoit pas absolu-
 " ment nécessaire. Si la loi étoit indispensable,
 " & que le roi n'y pût pas donner sa sanction,
 " il falloit bien que le parlement le fit. La
 " loi vivoit; elle exerçoit ses fonctions dans
 " tous les tribunaux, & n'admettoit aucune
 " incapacité.

" incapacité dans le pouvoir politique du roi,
 " quoique son incapacité naturelle fût claire-
 " ment reconnue. N'avoit-on pas des ex-
 " emples de rois enfans de six mois, de deux
 " ans, qui avoient été supposés donner leur
 " consentement à des loix, même encore en
 " force ? N'avoit-on pas des loix de Henri VI,
 " passées lorsqu'il se trouvoit dans le même
 " état où est le roi à présent, quoiqu'il ne pût
 " pas signer alors les commissions du grand
 " sceau, pour leur donner la sanction ?" Lord
 " Camden conclut par faire la motion " qu'il
 " feroit nommé une commission du grand
 " sceau de ce royaume, pour constituer les
 " personnes suivantes, ou trois d'entre elles,
 " commissaires, pour donner le consentement
 " royal aux résolutions passées dans les deux
 " chambres, pour ouvrir le parlement, nom-
 " mer un régent, &c." Les noms des com-
 " missaires étoient le prince de Galles, le duc
 " d'York, le duc de Gloucester, le duc de Cum-
 " berland, l'archevêque de Canterbury, l'arche-
 " vêque d'York, le chancelier, le garde du sceau

privé, le président du conseil, le chef-juge du banc du roi, le grand maître d'artillerie, le premier lord de l'amirauté, lord Sydney, lord Carmarthen*, le duc de Chandos, lord Salisbury, lord Aylesbury, & lord Waldegrave.

Lord Stormont, lord Carlile, lord Derby, lord Porchester, lord Fitzwilliam, s'opposèrent à cette mesure par les raisons tant de fois employées. Lord Carmarthen & lord Hawkesbury leur répondirent, & ce dernier cita un exemple analogue au cas actuel ; celui du commencement du regne de Henri VI, lorsque le duc de Gloucester fut nommé protecteur du royaume par le parlement, & que le grand sceau fut apposé à une commission pour donner la sanction à cet acte par l'autorité des deux chambres.

Le duc d'York demanda que son nom & celui du prince de Galles fussent omis dans la
liste

* A-présent Duc de Leeds.

liste des commissaires, ajoutant que cette mesure leur paroissant illégale & contraire à la constitution, ils n'y vouloient prendre aucune part. Le duc de Cumberland fit la même réquisition pour son nom et celui du duc de Gloucester. Les ministres trouverent qu'il étoit contradictoire de prononcer illégale une commission qui devoit nommer un régent disposé à recevoir le pouvoir qu'elle lui attribuerait ; mais on ne suivit pas ce raisonnement, & la résolution passa sans en tenir à une division.

Le lundi 2 février, M. Pitt fit la même motion dans la chambre des communes, & parla à peu-près dans les mêmes termes qu'avoit fait lord Camden. La résolution des pairs fut adoptée après de longs débats, dans lesquels M. Pitt, le chevalier Scott, d'un côté, & lord North, M. Dempster & M. Burke se distinguèrent le plus, mais on n'y dit rien de nouveau.

Le lendemain, les deux chambres s'étant assemblées, lord Bathurst, à la place du chancelier, qui étoit indisposé, ayant fait le rapport de la résolution passée pour ouvrir le parlement par autorité d'une commission du grand sceau, les pairs sortirent pour se revêtir de leurs robes, & étant rentrés, le maître des cérémonies de la chambre des pairs fut député à la chambre des communes pour desirer leur présence, afin d'entendre lire la commission pour l'ouverture du parlement. Lord Bathurst, l'archevêque de Canterbury, lord Stafford, lord Sydney, & lord Salisbury, fix des pairs nommés pour être commissaires, étant placés auprès du trône, & la dernière prorogation du parlement étant récitée, on fit la lecture de la commission du grand sceau qui ordonnoit l'ouverture du parlement, après quoi lord Bathurst, un des commissaires, dit :

“ MY LORDS

“ MYLORDS ET MESSIEURS,

“ En conséquence de l'autorité qui nous a
 “ été conférée par une commission du roi
 “ scellée du grand sceau, qui vous a été lue,
 “ déclarant entre autres choses les causes de
 “ cette présente assemblée, nous désirons en-
 “ gager votre attention aux circonstances
 “ fâcheuses de la maladie de sa majesté, qui
 “ demandent nécessairement qu'il soit pourvu
 “ au soin de sa personne royale, & à la forma-
 “ tion d'une autorité légitime pendant la du-
 “ rée de cette calamité, de la manière que la
 “ nécessité des circonstances paroîtra l'exi-
 “ ger.”

On procéda ensuite aux formes usitées à
 l'ouverture du parlement, & la chambre des
 communes s'étant rassemblée, M. Pitt observa
 que dans la situation présente il ne restoit autre
 chose

chose à faire que de proposer qu'il fût permis de préparer un *bill*, afin de pourvoir au soin de la personne royale de sa majesté, & à l'exercice de l'autorité du roi pendant sa maladie. La motion ayant été admise, le chancelier de l'échiquier (M. Pitt) & quelques autres, eurent ordre de préparer le *bill* & de le présenter.

Le 5 de février, M. Pitt présenta l'acte de la régence contenant quelques nouvelles clauses, outre les restrictions déjà connues. L'une étoit, que si le régent épousoit une catholique romaine, son autorité cesseroit dès ce moment ; qu'en cas de la mort de la reine, le pouvoir confié à sa majesté passeroit à son conseil avec quelques légères différences expliquées ; que le régent ne pourroit pas sortir du royaume ; qu'il n'auroit pas l'administration des soixante mille livres sterling, faisant la caisse particulière du roi ; enfin la dernière partie de ce *bill* (dont je donnerai la substance ci-après) avoit pour but d'établir avec précision

sion la maniere dont le roi, après sa guérison, pourroit reprendre les rênes du gouvernement. Chacune des restrictions fut opposée par lord North & M. Burke principalement. L'usage est que, dans une affaire de conséquence, le *bill* soit lu deux fois en deux jours différens, & que la chambre se forme ensuite en comité pour délibérer avec plus de liberté sur chaque article ; c'est alors que la discussion est plus animée, & que l'on présente les objections dans toute leur force. Le 7 février, quand on en vint à l'article qui portoit, que si le régent épousoit une personne de la religion catholique romaine, son autorité devoit dès-lors cesser, M. Rolle prit cette occasion d'introduire la motion qu'il avoit résolu de faire, en proposant d'ajouter : " que l'on exclueroit de la
 " régence quiconque auroit épousé légale-
 " ment, ou en effet, une personne faisant
 " profession de la religion catholique romaine." Lord Belgrave s'opposa le premier a cette motion ; il dit : qu'après la déclaration solennelle
 faite

faite à ce sujet quelque tems avant par autorité, une telle motion devenoit inutile; & tendroit à exciter le trouble dans les délibérations. M. Pitt acquiesça à l'opinion de lord Belgrave, & dit que la chambre n'avoit aucun droit d'approfondir des bruits incertains.— Lord North, M. Sheridan, M. Grey, ayant imputé à M. Rolle des motifs de malignité, M. Pitt & M. Dundas le justifiaient d'avoir eu une telle intention; & l'amendement de M. Rolle ayant été enfin proposé, fut rejeté unanimement. La clause, introduite par M. Pitt à ce sujet, dans l'acte de régence, fut conservée & regardée simplement comme un supplément à l'acte passé au commencement du regne de Guillaume III, pour assurer la succession dans la ligne protestante; mais cet acte ne portant que sur l'hérédité du trône, on avoit jugé nécessaire d'ajouter ici une clause pour appliquer au régent l'obligation imposée à tout héritier de la couronne.

Il me paroît à propos d'exposer ici la substance de l'acte de régence, dont je n'omettrai que les inutilités du style & les répétitions. Il portoit :

“ Que le roi étant incapable d'exercer personnellement l'autorité royale, il étoit devenu nécessaire de suppléer à ce défaut pendant la durée de son indisposition, de la manière que l'exigeoient les circonstances & les intérêts de la nation.”

“ Que le prince de Galles seroit revêtu de l'autorité souveraine, laquelle il exerceroit sous le titre de régent, au nom de sa majesté, avec les restrictions contenues dans le *bill*.”

“ Que son altesse royale avant que d'entrer en pouvoir seroit tenue à prêter serment devant le conseil privé, qu'il s'acquitteroit
des

“ des fonctions de régent du royaume, sous
“ les conditions prescrites par cet acte.”

“ Que ledit régent, n'étant regardé que
“ comme remplissant une place de confiance
“ en Angleterre, prêteroit, en présence du
“ conseil privé, les sermens ordinaires, souf-
“ criroit aux déclarations requises, par les loix
“ du royaume, de tous ceux qui remplissent
“ des places de confiance, & produiroit un
“ certificat par lequel il feroit attesté qu'il
“ auroit reçu la communion selon le rite de
“ l'église anglicane.”

“ Qu'il ne pourroit pas, au nom du roi,
“ donner la sanction royale à aucun acte ten-
“ dant à altérer la succession au trône de la
“ maniere dont elle est établie dans la maison
“ de Hanovre, ni rien innover ou changer
“ dans la religion & les rites de l'église an-
“ glicane ou presbytérienne en Angleterre &
“ en Ecosse.”

“ Que

“ Que si le régent s'absentoit de l'Angle-
 “ terre, ou épousoit une catholique romaine,
 “ ses pouvoirs cesseroient.”

“ Qu'il ne pourroit créer aucuns pairs,
 “ excepté les descendants de sa majesté ayant
 “ atteint l'âge de 21 ans ; ni accorder la
 “ survivance d'aucune place, nommer à aucun
 “ emploi, donner aucune pension pour un
 “ plus long terme que durant le plaisir de sa
 “ majesté ; mais cependant qu'il pourroit
 “ nommer aux charges constituées par les
 “ loix, places à vie, ou à celles qui peuvent
 “ être occupées tant que la conduite de
 “ ceux qui en sont revêtus n'est pas répré-
 “ hensible.”

“ Que le régent ne pourroit donner à bail,
 “ ni aliéner, les propriétés personnelles du
 “ roi, mais seulement renouveler les baux ;
 “ qu'il auroit le droit de disposer des biens
 “ confisqués au profit de sa majesté pour dette

“ à la couronne, pour crimes de trahison
 “ ou félonie quelconque, selon les formes
 “ accoutumées ; qu’il pourroit diminuer,
 “ mitiger, ou remettre les confiscations dans
 “ les cas où la loi autorise cette indulgence, &
 “ pourroit enfin disposer des revenus de la
 “ liste civile selon les actes du parlement
 “ presents, ou futurs.”

“ Que les paiemens faits à la reine, ou
 “ autres personnes de la famille royale, au-
 “ roient lieu dans toute leur étendue pendant
 “ la durée de la régence.”

“ Qu’il seroit pris sur la liste civile les
 “ sommes nécessaires pour subvenir aux dé-
 “ penses qui ont lieu chaque quartier dans
 “ les différens départemens de la maison du
 “ roi, selon l’acte passé la douzième année du
 “ regne de sa majesté, dont les conditions
 “ sont que le montant desdites sommes n’ex-
 “ cedent pas celle de, &c.”

“ Que

“ Que son altesse royale auroit droit de
“ faire, au nom de sa majesté, des concessions
“ ou augmentations sur les différens droits
“ & revenus payables en Ecosse, de la maniere
“ autorisée par les loix, & seulement jusqu’au
“ bon plaisir de sa majesté.”

“ Que le premier lord de la trésorerie seroit
“ requis de faire remettre tous les ans la
“ somme de l. 60,000 ft. prise sur les revenus
“ de la liste civile, au garde de la cassette de sa
“ majesté, qui est autorisé, par le présent *bill*,
“ à employer la somme de l. 12,000 ft. durant
“ la régence, à l’usage auquel il avoit coutume
“ de l’employer par les ordres de sa majesté,
“ & à payer la somme de l. 4,000 ft. à la reine,
“ pour être employée aux autres usages aux-
“ quels elle croiroit que son auguste époux
“ l’auroit destinée. Le reste de la somme ci-
“ dessus spécifiée seroit placé dans les fonds
“ publics, ainsi que le surplus net des revenus
“ du duché de Lancafter.”

“ Le soin de la personne du roi, aussi bien
“ que la direction de sa maison, seront confiés
“ à la reine pendant la durée de sa maladie.
“ Sa majesté nommera à toutes les places, &
“ pourra renvoyer ou élire les individus selon
“ son bon plaisir.”

“ Il sera établi un conseil qui s'assemblera
“ toutes les fois que la reine le jugera à pro-
“ pos. Ce conseil sera composé de l'arche-
“ vêque de Canterbury, l'archevêque d'York,
“ lord Thurlow, lord Kenyon (chef-juge du
“ banc du roi), le grand écuyer, le grand
“ chambellan, le grand maître de la maison
“ du roi, le premier seigneur de la chambre
“ (*Groom of the stole.*) Ils seront tenus à
“ prêter le serment, ici prescrit, devant le con-
“ seil privé. Leur fonction sera de con-
“ seiller la reine, mais ils n'auront aucun
“ droit de contrôle. Si l'un d'eux vient à
“ mourir, sa majesté pourra lui nommer un
“ successeur.”

“ Ce

“ Ce conseil pourra examiner, sous ser-
“ ment, les médecins du roi, & toutes les
“ personnes qui l’entourent, tant sur l’état
“ de sa majesté, que sur tout ce qui y est
“ relatif.”

“ Si un membre de la chambre des com-
“ munes accepte un poste lucratif à la nomi-
“ nation de la reine ou du régent, son élection
“ deviendra nulle, & il sera procédé au choix
“ d’un autre membre, comme s’il avoit été
“ nommé à cette place par le roi lui-même.”

“ Si la reine venoit à mourir pendant la
“ maladie du roi, le régent en donneroit
“ publiquement avis par une proclamation
“ passée au grand sceau. Si le parlement se
“ trouvoit alors prorogé, ou ajourné, il le
“ feroit assembler au plutôt; & s’il n’y en
“ avoit point dans cette conjoncture, il con-
“ voqueroit les membres du parlement précé-
“ dent, qui siégeroit seulement pour prendre

“ de nouveau en considération le soin de la
“ personne du roi & l’administration de sa
“ maison. Pendant cet intervalle le conseil
“ de la feue reine rempliroit ses fonctions à
“ ces deux égards, sans avoir le droit, non
“ plus que le régent, de déplacer ou d’élire
“ aucun des officiers de la maison de sa ma-
“ jesté.”

“ Si le régent mouroit, le conseil privé en
“ donneroit avis par une proclamation sem-
“ blable, passée au grand sceau. Le parle-
“ ment, soit qu’il fût prorogé, ajourné, ou
“ dissous, à cette époque, se rassembleroit de
“ la maniere ci-dessus indiquée, pour prendre
“ les mesures que les circonstances rendroient
“ nécessaires.”

“ Quand il paroîtra à la reine & à son con-
“ seil que sa majesté est rétablie, & en état de
“ vaquer aux affaires, elle en informera le
“ conseil privé par une notification signée de
“ sa

“ sa main, & soussignée par les membres de
 “ son conseil ; & cette notification sera com-
 “ muniquée au lord-maire de la cité de Lon-
 “ dres, & imprimée dans la gazette de la
 “ cour. Si, après la réception de cet avis, le
 “ roi, par un ordre signé de sa main, enjoint
 “ au président du conseil privé d’en convo-
 “ quer les membres, ils se rendront auprès de
 “ sa majesté ; & lorsque, de l’avis du conseil,
 “ elle déclarera son intention de reprendre
 “ les rênes du gouvernement, par une pro-
 “ clamation contresignée par les membres du-
 “ dit conseil privé, les pouvoirs délégués au
 “ régent, en vertu du présent *bill*, cesseront
 “ dès ce moment, & sa majesté rentrera dans
 “ toutes les fonctions de l’autorité royale.”

“ Si, à cette époque, le parlement se trou-
 “ voit prorogé, ou ajourné, il s’assemblera
 “ aussi-tôt ; & s’il étoit dissous, les membres
 “ qui constituoient le dernier parlement,
 “ seront convoqués & siégeront, pour le mo-
 “ ment,

“ ment, comme s’il n’y avoit pas eu de disso-
“ lution.”

“ Il est ordonné, par cet acte, que les pou-
“ voirs qui y sont établis commenceront à
“ être en force le 18 février.”

“ Par une clause, introduite par M. Pulte-
“ ney, après tous les débats sur le *bill*, il fut
“ statué en outre que la restriction imposée
“ au régent de ne pouvoir créer de pairs,
“ n’auroit lieu que pour trois ans. J’expli-
“ querai tout-à-l’heure la raison qui fit ajouter
“ cette clause.”

Je m’arrêterai premièrement sur l’article
qui tenoit le plus à cœur au parti de l’oppo-
sition, & contre lequel on s’éleva davantage.
Tous furent plus ou moins combattus, mais
on fit les plus grandes objections à celui qui
établiroit la manière dont le roi devoit re-
prendre les rênes du gouvernement. Le 12
février,

février, lorsqu'il fut délibéré sur ce sujet, on observa que " le procédé proposé alloit directement contre les droits du parlement, qui " ayant approfondi l'état de la maladie du roi, " & reconnu son incapacité présente d'exercer " l'autorité royale, devoit seul juger quand il " pourroit en reprendre les fonctions. La " nation avoit reçu du parlement l'information de l'incapacité du roi, & ne devoit pas " recevoir par un autre canal la nouvelle importante de son rétablissement. Le conseil " de la reine, n'ayant aucun droit de contrôler ses volontés, pouvoit, par complaisance, déférer au sentiment naturel à sa " majesté, de croire son auguste malade rétabli ; mais ce qui seroit assez pour satisfaire " les desirs & l'empressement d'une tendre " épouse, ne suffiroit pas pour tranquilliser " la nation dans un objet d'aussi grande conséquence. Il étoit aisé de pénétrer les vues " du ministère actuel ; ils ne songeoient qu'à " profiter d'un intervalle lucide dans la ma-

" ladie

“ladie du roi, pour lui faire reprendre les
 “rènes du gouvernement par une proclama-
 “tion, les remettre en place, & passer, à
 “l’aide d’une commission, un autre acte de
 “régence qui les affermiroit pour long-tems
 “dans leur situation. Alors on verroit le
 “pouvoir de la couronne entre les mains d’un
 “petit nombre d’individus, & la constitution
 “de ce royaume devenir aristocratique.”—
 M. Pitt, le colonel Phips, M. Dundas, ré-
 pondirent à ces objections : ils posèrent pour
 principe, “qu’il avoit été nécessaire que le
 “parlement intervint pour constater l’incapa-
 “cité du roi, parce que de la vérification de
 “ce fait, il lui en résultoit le droit de suppléer
 “au défaut de l’exercice du pouvoir exécutif ;
 “mais aussi-tôt que la cause de cette incapa-
 “cité cessoit, le parlement ne devoit pas in-
 “tervenir, parce que ses droits n’étoient point
 “interressés par la nouvelle situation de sa
 “majesté, qui rentroit alors naturellement
 “dans l’exercice de ses fonctions. Personne
 “n’oseroit,

“ n’oseroit avancer que le roi n’avoit pas le
 “ droit de réclamer ses prérogatives ; on ne
 “ pouvoit révoquer en doute la validité d’une
 “ proclamation royale, signifiée par sa ma-
 “ jesté même, au milieu de son conseil privé ;
 “ & d’ailleurs, préalablement à cette déclara-
 “ tion, un autre procédé solennel devoit
 “ avoir lieu : les deux premiers prélats, les
 “ deux plus respectables jurisconsultes du
 “ royaume, les quatre grands officiers de la
 “ maison du roi, devoient constater l’état du
 “ roi & en informer le conseil privé, en
 “ souffignant la notification de la reine. Y
 “ avoit-il quelqu’un qui pût imaginer un mo-
 “ ment que tant de personnages graves &
 “ considérables, soutenus du conseil privé, &
 “ tous responsables à la nation de leur con-
 “ duite, pussent prendre sur eux de faire une
 “ telle démarche, dont la témérité seroit bien-
 “ tôt dévoilée & punie comme elle le mérite-
 “ roit ! ” Cette clause passa enfin à la pluralité
 de 68 voix.

On

On trouva à redire aussi que les princes du sang, les fils & freres du roi, ne fussent pas admis au conseil de la reine; mais on donna pour raison de cette omission, qu'ils étoient les conseillers naturels de sa majesté, & que par conséquent il étoit inutile de les nommer. D'ailleurs, on avoit trop de respect pour la maison de Brunswick, pour vouloir rendre les princes de cette maison responsables au parlement des conseils qu'ils pourroient donner.

Quant à la clause proposée par M. Pulteney, on l'adopta pour obvier à la difficulté qui s'étoit élevée, que s'il arrivoit un jour que l'on voulût ôter la restriction imposée au régent de ne pouvoir créer des pairs, il étoit à craindre que la chambre haute ne rejettât cette proposition, ayant intérêt de laisser subsister une restriction qui augmentoit son importance, en prévenant l'accroissement du nombre de ses membres.

Enfin,

Enfin, le 12 février, le *bill*, ayant été lu pour la troisieme fois, passa dans la chambre des communes sans aller aux voix. Le 13, il fut porté à la chambre des pairs, qui le lut pour la premiere fois, & en remit la seconde lecture au lundi 16 mois.

Cependant, depuis près de quinze jours, la santé du roi, de l'aveu des medecins les plus circonspects, alloit de mieux en mieux. Déjà l'on parloit de convalescence, & l'on concevoit l'espoir d'un prompt rétablissement. On alloit même jusqu'à dire que l'opposition ne jugeroit pas à propos de conseiller au prince de changer le ministere pour le peu de tems qu'ils prévoyoiient être en place. L'inconvénient d'être obligés de se faire élire de nouveau, & la dépense que cette mesure leur occasionneroit, ne pouvoient balancer le foible avantage qu'ils recueilleroient d'une administration de si courte durée. Malgré cela, les amis du prince sembloient persister dans leur

O

sentiment

sentiment qu'il falloit former une autre administration aussi-tôt que l'acte de régence auroit passé. Voici quels étoient les principaux arrangemens : le duc de Portland devoit être premier seigneur de la trésorerie ; lord John Cavendish chancelier de l'échiquier (contrôleur général des finances) ; M. Fox secrétaire d'état pour les affaires étrangères ; lord Stormont pour les affaires intérieures, ou président du conseil ; lord Spencer vice-roi d'Irlande ; lord Fitzwilliam devoit avoir le département de la marine ; le duc de Northumberland l'artillerie* ; le colonel Fitzpatrick le bureau de la guerre ; lord Carlisle garde du sceau privé. Le grand sceau devoit être mis en commission, & lord Loughborough être le premier commissaire ; M. Burke, enfin, devoit être trésorier de l'armée, & M. Sheridan trésorier de la marine.

En

* Le Duc de Northumberland, qui s'étoit jetté dans le parti de l'opposition, avoit été investi de l'ordre de la jarretière depuis quelque mois.

En attendant, on continuoit à procéder, dans la chambre des pairs, à l'examen du *bill*. Toutes les clauses, excepté une, avoient passé : celle de la manière dont le roi devoit reprendre les fonctions du gouvernement ; mais le jeudi 19 février, cette chambre étant assemblée pour prendre en considération la dernière clause, “ le chancelier, qui avoit vu le
 “ roi le jour précédent,* informa la chambre,
 “ que depuis le dernier examen des médecins
 “ sur la santé du roi, sa majesté ayant eu des
 “ symptômes de convalescence, & plusieurs
 “ circonstances favorables ayant fait naître
 “ ensuite l'espérance d'un parfait rétablisse-
 “ ment, il étoit d'avis qu'il ne conviendrait
 “ pas de procéder à passer encore le *bill* de la

O 2

régence

* Le 14^e. Fevr. le Dr. Willis s'apercevant que le roi faisoit des progrès rapides dans sa convalescence, en avertit le Chancelier, et le pressa de voir sa Majesté. Le Chancelier, après avoir consulté le Dr. Warren là-dessus, vit le roi, et ce fut d'après cette visite qu'il fut résolu de différer de passer *bill* de régence.

“ régence sur le principe qui en faisoit la
 “ base ; savoir, l’incapacité du roi d’exercer
 “ les fonctions royales ; c’est pourquoi il pro-
 “ posoit de remettre au mardi, 24 du mois,
 “ la délibération de ce jour, afin d’avoir plus
 “ de tems pour juger si leurs espérances étoi-
 “ ent fondées, & quelles mesures seroient
 “ nécessaires à prendre.” Lord Stormont
 s’étendit sur la joie que tous en général, &
 lui-même en particulier, ne pouvoient man-
 quer de ressentir à cette nouvelle, & consentit
 à l’ajournement, supposant que les ministres,
 qui devoient connoître parfaitement l’état des
 choses, étoient juges de la convenance de ce
 retard, dont ils seroient cependant responsables
 un jour. Le duc d’York exprima sa satis-
 faction à une nouvelle qu’il sembloit ap-
 prendre pour la première fois, & ajouta qu’il
 ne doutoit point que son frere n’en eût un
 contentement égal, & même plus grand que
 le sien, en ce que cet heureux événement le
 dégageoit

dégageoit de la situation la plus critique & la plus embarrassante.

Pendant cet ajournement, le roi continuoît à se mieux porter, & commençoit à voir la reine et les princesses. Il passa ensuite plusieurs heures à donner des ordres au chef de ses jardins, ou à quelques artistes. Il s'amusa longtemps avec l'astronome de son observatoire de Richmond ; il se promena pendant deux heures avec le chevalier Banks, président de la société royale, & s'entretint avec lui sur différens sujets. Il vit une autre fois le chancelier, ensuite le prince de Galles, le duc d'York, M. Pitt, &c. Les médecins avoient obtenu de sa majesté qu'elle ne s'occuperoit pas encore des affaires publiques, & il étoit défendu à ceux qui l'approchoient de lui répondre même, s'il venoit à entamer cette matière ; mais la précaution étoit inutile ; le roi sentoit lui-même qu'il devoit attendre que le rétablissement des forces de son corps lui rendît la vi-

gueur de son esprit pour l'appliquer à l'exercice de ces grands objets. Il parloit de sujets indifférens, mais qui suffisoient pour convaincre chacun que sa raison étoit entiere, &, de même que son corps, n'avoit besoin que d'une augmentation de forces. Les bulletins des médecins confirmoient cette vérité, & toutes ces circonstances firent prendre au ministère le parti d'ajourner une autre fois le parlement. En effet, le 24 février le chancelier informa la chambre haute, que le roi avançant tous les jours dans son rétablissement, & que son état faisoit naître les plus grandes espérances qu'il feroit bientôt en parfaite santé, il propofoit, d'après cet espoir, d'ajourner encore la chambre jusqu'au lundi suivant, afin d'être plus en état de voir ce qu'il feroit à propos de faire. Le duc de Norfolk, sans prétendre s'opposer à l'ajournement, demanda quelles étoient les mesures que l'on se propofoit de suivre, & si l'on constateroit le meilleur état de la santé du roi par un nouvel examen des médecins devant

vant le parlement. Le chancelier répondit simplement que, sans être médecin, il pouvoit en pareil cas faire des observations aussi bien que tout autre ; qu'ayant été appelé à voir sa majesté, il avoit eu occasion plus d'une fois de juger que le roi avoit l'esprit clair & distinct, dans son assiette naturelle, & pouvoit tenir une conversation suivie sur quelque sujet que ce fût. C'étoit tout ce qu'il pouvoit répondre pour le présent aux questions qui lui étoient faites, & il espéroit que l'on voudroit bien s'en contenter.

Pendant que le roi avançoit dans sa convalescence, & que les deux chambres s'ajournoient en Angleterre pour attendre l'heureux événement de son parfait rétablissement, le parlement d'Irlande (dont plusieurs membres avoient été à Londres pendant quelques mois) s'empressoit à nommer le prince de Galles régent, sans restrictions ; & malgré les efforts du vice-roi & de son parti, après avoir, par
une

une adresse, appelé son altesse royale à la régence au milieu de février, sur ce que le vice-roi refusa de transmettre cette adresse en Angleterre, les deux chambres nommerent, le 20, une députation au prince, *savoir* : le duc de Leinster & le lord Charlemont pour la chambre des pairs, & MM. O'Neil, Conolly, Ponsonby & Stuart pour la chambre des communes ; mais lorsque cette députation arriva à Londres, le roi se portoit si bien qu'il avoit déjà vu le prince de Galles, ses freres, ses enfans, les ministres, quelques-uns des principaux officiers de la couronne, & il paroissoit devoir en peu de jours reprendre en main les rênes du gouvernement.

La précipitation avec laquelle les chambres du parlement d'Irlande avoient nommé un régent, avant que d'être sûres que le régent fût élu en Angleterre, pouvoit occasionner beaucoup de confusion. Contre le principe fondamental, qui réunit les deux couronnes
dans

dans la même personne, l'Irlande se trouvoit avoir transféré l'autorité royale au prince, avant que le *bill* qui se préparoit en Angleterre eût reçu la sanction du parlement. Jusqu'à cette décision, le roi étoit censé remplir les fonctions royales, & l'élection d'un autre à sa place étoit un acte de rebellion. C'étoit la réflexion qu'avoit faite le chancelier d'Irlande dans la chambre des pairs, & le procureur-général dans la chambre des communes ; mais on comptoit si peu sur un retour aussi prochain de la santé du roi, & l'on croyoit si bien que le *bill* de la régence devoit être passé en Angleterre, au moment où l'on proposoit l'adresse en Irlande, que le zèle des amis du prince en ce royaume l'emporta sur la prudence des amis du roi, & l'adresse fut adoptée par une grande majorité.

Comme il n'y avoit pas à craindre que le parlement d'Irlande persistât dans sa résolution, en apprenant l'état de la santé du roi, on ne fit que rire en Angleterre de cette démarche

marche imprudente, & l'on se contenta de lâcher quelques farcafmes fur la députation, qui venoit chargée d'une absurdité nationale.

L'adrefle n'en fut pas moins présentée au prince de Galles, le 27 février. Les députés orurent ne pouvoir fe difpenfer d'obéir aux ordres de leur parlement, & fe jetterent encore dans un nouvel embarras. La réponfe de fon alteffe royale ne fut pas telle que l'on pouvoit s'y attendre dans la fituation actuelle."

" Après les avoir remerciés de leur attachement pour la maifon de Brunfwick, & les
 " avoir loués de leur conftante attention à
 " conferver une harmonie inviolable entre les
 " deux nations, le prince leur répondit que
 " l'heureux changement furvenu dans la cir-
 " conftance, qui avoit donné lieu à leur
 " adrefle, le portoit à différer de quelques
 " jours à leur donner une réponfe définitive,
 " dans l'efpérance où il étoit que le roi, de-
 " vant reprendre les rênes du gouvernement,

" il

“ il ne lui resteroit qu'à leur exprimer les
“ sentimens de reconnoissance & d'affection
“ qu'il auroit toujours pour la nation Ir-
“ landoise.”*

Le 2 mars, les chambres s'étant assemblées, le chancelier dans la chambre des pairs, & M. Pitt dans celle des communes, proposerent un nouvel ajournement du parlement, afin de donner plus de tems au roi de fortifier sa santé, avant que de prendre sur lui le soin important des affaires. L'ajournement fut adopté jusqu'au jeudi suivant, que le chancelier & M. Pitt déclarerent dans les deux chambres que
la

* Le 11 mars, les députés d'Irlande eurent leur audience de congé du prince de Galles; son altesse royale remercia le parlement d'Irlande de la confiance qu'il lui avoit témoignée; elle les exhorta à maintenir l'union & l'harmonie entre les deux royaumes, ajoutant que l'heureux rétablissement du roi, son pere, le dispensoit d'accepter leur offre. Ils partirent le lendemain sans avoir vu le roi.

la santé du roi, acquérant tous les jours de nouvelles forces, ils espéroient avoir la satisfaction de leur communiquer, mardi 10 du mois, un message de la part de sa majesté, pour mettre sous leurs yeux la considération des affaires publiques ; c'est pourquoi ils propoisoient encore d'ajourner le parlement jusqu'au 10 mars, à quoi l'on acquiesça unanimement.

Cependant les gazettes angloises, dévouées à l'opposition, prenoient à tâche d'élever des doutes sur le parfait rétablissement du roi ; & les subalternes du parti, moins raisonnables que leurs chefs, fomentoient avec chaleur ce zele indiscret : mais les témoignages respectables d'une foule considérable de personnes distinguées admises à voir sa majesté, parvinrent à étouffer la voix de l'envie, & à procurer un libre cours à la joie universelle que fit éclater une nation loyale pour un roi chéri & respecté. La nuit du 10 mars, époque de la

rentrée

rentrée publique du roi dans le gouvernement des affaires, fut la plus brillante qui ait jamais paru dans une grande capitale. L'illumination fut générale & resplendissante ; chacun à l'envi, cherchant à exprimer sa joie particulière, contribua à former l'ensemble du spectacle le plus éclatant & le mieux imaginé qu'aucun pouvoir souverain eût pu l'ordonner.

La reine vint de Kew à Londres *incognito*, avec les princesses ses filles ; sa majesté parcourut la ville dans le carrosse d'une de ses dames, & goûta le plaisir inexprimable de juger par elle-même de l'enthousiasme d'un peuple libre pour le plus populaire des rois.

Le jour remarquable qui précéda cette superbe nuit, les deux chambres du parlement s'étant assemblées, le chevalier Molineaux vint avertir la chambre des communes que la présence de ses membres étoit requise dans la

P

chambre

chambre des pairs pour entendre lire la commission envoyée par sa majesté. Le chancelier, s'adressant alors aux deux chambres, les informa qu'une commission signée du roi, & scellée du grand sceau, autorisoit les personnes qui y étoient désignées à leur communiquer les intentions de sa majesté. La commission fut lue; les commissaires étoient l'archevêque de Canterbury, le chancelier, le grand chambellan, le grand maître de la maison, le président du conseil, & les deux secrétaires d'état. Le chancelier lut ensuite un discours tenant lieu de la harangue du roi à son parlement. Il portoit en substance : " Que sa majesté, par
 " la bonté divine, étant parfaitement rétablie,
 " & en état de vaquer aux affaires de ses roy-
 " aumes; remercioit les deux chambres de
 " l'attachement qu'elles avoient montré pour
 " sa personne, & de l'intérêt qu'elles avoient
 " témoigné pour l'honneur de sa couronne &
 " la sûreté de son gouvernement.

“ Sa majesté les exhortoit à réparer par leur
“ vigilance la perte du tems que son indispo-
“ sition avoit nécessairement apportée aux
“ affaires.

“ Elle les informoit qu'elle avoit fait avec
“ le roi de Prusse un traité d'alliance qui leur
“ feroit communiqué ; qu'elle avoit employé
“ ses bons offices pour arrêter les progrès de la
“ guerre dans le Nord ; qu'elle continueroit
“ à s'occuper de cet objet salutaire, &, qu'en
“ attendant, toutes les cours de l'Europe
“ s'empressoient à l'assurer de leurs disposi-
“ tions favorables envers ses états.

“ Elle informoit les communes que l'état
“ des dépenses nécessaires pour l'année cou-
“ rante feroit mis sous leurs yeux, & qu'elle
“ ne doutoit point de leur zèle à pourvoir aux
“ différens besoins du service public.

“ Elle finissoit par assurer les deux chambres
“ qu’elle n’avoit rien plus à cœur que de les
“ voir exercer leurs efforts mutuels pour
“ avancer le bien de la nation, & consulter les
“ intérêts d’un peuple fidele, dont elle rece-
“ voit tous les jours de nouveaux témoigna-
“ ges d’attachement, & dont elle confidéroit
“ le bonheur comme inséparable du sien.”

Lord Chesterfield se leva, & proposa de
présenter une adresse au roi, “ de qui l’on
“ pouvoit dire qu’il vivoit dans le cœur de ses
“ sujets. Il pria les pairs de jeter pour un
“ moment les yeux sur la fâcheuse perspective
“ qu’ils avoient devant eux quelques mois
“ auparavant, & de les arrêter ensuite sur celle
“ qui récréoit à présent l’hémisphère politi-
“ que ; le nuage étoit dissipé, on appercevoit
“ un brillant horizon. Il félicita la chambre
“ sur l’heureux succès de leur zele pour la
“ personne du roi ; il réfléchit sur le regret
“ que devoient éprouver ceux qui, lui ayant
les

“ plus grandes obligations, avoient abandonné
“ l’étendard royal, au moment où il avoit le
“ plus besoin d’être défendu, & conclut par
“ lire l’adresse qu’il proposoit de présenter à
“ sa majesté.”

Lord Cathcart seconda la motion de lord
Chesterfield ; “ il fit l’éloge des ministres qui
“ avoient si bien servi sa majesté dans des tems
“ si difficiles. Il compara le royaume à un
“ vaisseau battu de la tempête, ayant perdu son
“ gouvernail, poussé par des vents impétueux
“ vers des écueils menaçans, mais qui, par
“ l’habileté de pilotes expérimentés, & la
“ fidélité des matelots, avoit été sauvé du
“ naufrage & amené heureusement au port.”

Lord Stanhope, sans prétendre former le
moindre doute sur le rétablissement du roi,
proposa que l’on différât de présenter l’adresse,
jusqu’à ce que l’on eût pris quelques mesures
semblables à celles qui avoient été indiquées

par le *bill* de régence, pour constater le retour de la santé de sa majesté, afin de satisfaire à la constitution dans un point de cette importance.

Le chancelier répondit qu'il en appelloit à ce que le noble lord venoit de déclarer. “ Il n'avoit, disoit-il, aucun doute ; personne ne
 “ formoit de doutes. Quelle autre évidence
 “ la constitution pouvoit-elle exiger ? le par-
 “ lement avoit agi sur la notoriété publique
 “ du fait de l'indisposition du roi, & non
 “ sur l'examen des médecins. Cette noto-
 “ riété cessant, sa majesté reprenoit naturelle-
 “ ment ses fonctions. Si quelqu'un avoit
 “ des doutes, qu'il les déclarât hautement,
 “ ils feroient éclaircis de la manière la
 “ plus ample & la plus authentique ; mais
 “ il feroit indécent à eux de procéder
 “ comme s'ils ne croyoient pas ce qu'ils
 “ favoient eux-mêmes être vrai. Une telle
 “ proposition étoit étrangère à celle qu'ils
 “ avoient

“ avoient en contemplation devant eux, qui
 “ étoit d’exprimer à leur souverain des senti-
 “ mens de joie & de loyauté.” La question
 de l’adresse fut présentée, & passa unani-
 ment.

Lord Hawkesbury demanda ensuite que le
bill de régence fût pris en considération, & la
 chambre s’étant formée en comité sur cet
 objet, il proposa que le *bill* fût rejeté. Sa
 motion fut présentée par le chancelier, & le
bill fut rejeté.

La chambre des communes, en sortant de
 la chambre des pairs, reprit sa séance, & le
 président ayant fait le rapport de la commission
 qu’ils avoient entendu lire, lord Gower fit la
 motion de présenter une adresse au roi, “ ten-
 “ dant à remercier sa majesté de la communi-
 “ cation qu’elle avoit faite à son parlement ;
 “ à lui exprimer leurs sentimens de joie &
 “ leur congratulation sur son heureux réta-
 5 “ blissement ;

“ blissement ; à l’assurer de leur zele & fidé-
 “ lité, de leurs efforts à maintenir toujours
 “ l’honneur de sa couronne, & à seconder
 “ ses bonnes intentions pour le bonheur de
 “ ses peuples.” Il est d’usage que l’adresse de
 remerciement soit calquée sur les termes du
 discours du roi, dont elle devient alors une
 approbation explicite, en sorte qu’il est inutile
 de la rapporter toute entière ici. M. York
 seconda la motion du lord Gower, & s’étendit
 aussi sur les louanges du premier ministre.

M. Fox se leva, non pour objecter, dit-il,
 à l’adresse proposée, “ mais pour censurer
 “ M. York, qui, sans nécessité, sembloit
 “ avoir eu dessein de troubler la satisfaction
 “ générale du jour, en introduisant l’éloge
 “ du ministre, dans la vue de blâmer, par
 “ cette voie indirecte, la conduite de ses an-
 “ tagonistes. Il convenoit que l’adresse devoit
 “ passer unanimement, mais il ne pouvoit souf-
 “ frir que ceux qui n’étant pas de l’avis de
 “ l’admi-

“ l’administration, se croyoient obligés d’op-
 “ poser leurs mesures, dussent pour cela être
 “ accusés de manquer de loyauté au roi.” Il
 conclut par dire qu’il donnoit son suffrage à
 l’adresse.

Lord Graham proposa ensuite de présenter
 une adresse à la reine pour la féliciter sur
 l’heureux événement du retour de la santé du
 roi, & lui exprimer le sentiment que les fideles
 sujets du roi avoient des excellentes qualités
 & des grandes vertus de sa majesté. M. Fox
 dit qu’il n’avoit d’autre objection à cette
 adresse que celle de lui paroître inutile : si elle
 se faisoit, il ne voyoit pas pourquoi on n’en
 présenteroit pas aussi une au prince de Galles
 sous le même point de vue.

M. Pitt dit qu’il existoit plusieurs exemples
 d’adresses présentées, semblables à celle qui
 étoit proposée pour la reine ; mais qu’il n’y
 en avoit aucun que l’on eût présenté, en pareil

cas, des adresses aux autres branches de la famille royale ; autrement il ne voyoit en effet aucune raison pour ne pas faire le même compliment au prince. L'adresse pour la reine fut ensuite proposée & adoptée.*

Le lendemain, le roi reçut à Kew tous les ministres étrangers, qui parurent extrêmement satisfaits, & prirent une part sincère à la joie publique.

Sa majesté avoit déjà commencé à s'occuper des affaires intérieures du royaume & des intérêts politiques de l'Europe. Elle donna ensuite son attention à nommer aux emplois qui avoient vaqué pendant un interregne de quatre mois & demi. Dans le petit nombre de changemens qu'elle fit dans quelques parties de l'administration & dans la cour, elle eut plus égard à récompenser le zèle des uns qu'à

* *J'aurois du dire que la même résolution avoit passé dans la chambre des pairs.*

qu'à sévir contre l'ingratitude des autres.* Quelques-uns de ces derniers, se rendant justice, s'exécuterent d'eux-mêmes en résignant leurs places. Il y eut peu de mécontents dans une circonstance qui faisoit le bonheur de plusieurs millions d'hommes, & tout rentra bientôt dans l'ordre accoutumé.

Telle fut l'issue de la situation la plus critique dans laquelle pût se trouver un grand empire. Il seroit difficile d'imaginer une circonstance qui rassemblât plus de difficultés.

Le retraite de Jacques II en 1688 avoit, à la vérité, mis l'Angleterre dans un très-grand embarras ; mais on s'en étoit tiré en traitant sa fuite d'abdication, qui laissoit le trône vacant. La première convention remplaça
sur le-

* Ceux que ce reproche sembloit regarder s'en excusoient en disant : que leur conduite avoit tendu à défendre les droits de la Couronne, en les transmettant dans toute leur plénitude à l'héritier légitime.

sur le-champ ce vide, en s'adressant au prince d'Orange, pour le prier de prendre sur lui l'administration des affaires civiles & militaires, & il fut élu roi six semaines après par la seconde convention ; en sorte que le corps politique ne fut que quelques jours sans chef. Au contraire, en cette occasion on avoit non-seulement à pourvoir au défaut du pouvoir exécutif, mais on desiroit le faire de maniere à ne pas déposséder entièrement le roi. Cela n'étoit pas facile, & la nation se trouva divisée sur les moyens à prendre. Ce fut alors que l'on put sentir combien il est essentiel d'avoir une constitution déterminée dans un grand état. Cette division d'opinions & d'intérêts, où régna beaucoup de chaleur, n'obligea pas à recourir à d'autres armes que celles des raisonnemens. Pendant quatre mois & demi d'interregne, les débats occasionnés par les grandes questions qui furent agitées, consumerent heureusement tout le tems nécessaire pour procurer le retour de la santé du roi ;

roi ; & pendant ce tems-là, le crédit national se soutint constamment le même ; les tribunaux rendirent ouvertement la justice ; les ministres régloient les affaires de leurs départemens ; & chaque parti, en s'appuyant de son interprétation de la constitution, lui rendoit hautement hommage, & craignoit de paroître la trahir aux yeux de la nation.

On a remarqué dans le cours de ces débats, que, quoique l'on parût se disputer le gouvernement avec la plus grande vivacité, cependant l'intérêt direct du roi fut toujours respecté, du moins en apparence. On convenoit des deux côtés que le soin de la personne sacrée de sa majesté devoit être confié à tout autre pouvoir qu'à celui du régent, afin qu'à son rétablissement il pût aisément reprendre ses fonctions : on étoit d'accord sur le fond ; mais les moyens proposés de part & d'autre tendoient à lui procurer plus ou moins de facilité pour cet objet. Dans un gouvernement

Q

qui

qui n'eût pas été étayé de l'excellente constitution qui soutient celui de la Grande-Bretagne, il eût été presque impossible d'affurer au souverain la reprise de possession du trône ; celui, ou ceux qui eussent été maîtres de l'autorité, eussent pu retarder la rentrée du roi dans l'administration des affaires, ou l'en écarter pour toujours. En Angleterre, outre que cela paroïssoit fort éloigné de l'intention de ceux qui opinoient pour une régence absolue, la nation entière eût maintenu les droits du roi ; & quand elle en appelle à sa constitution, il n'est aucun pouvoir qui ose s'opposer à ses réclamations.

F I N.

